A decorative graphic consisting of three blue circles of varying sizes and two thin blue lines. One line starts from the top left and extends towards the center, passing near the top and middle circles. Another line starts from the top right and extends towards the bottom right, passing near the middle and bottom circles. The circles are semi-transparent and have a gradient from light to dark blue.

Etude du marché de l'information juridique électronique

Janvier 2016

Etude réalisée par SerdaLAB pour l'Association Juriconnexion

SOMMAIRE

PERIMETRE DE L'ETUDE	2
METHODOLOGIE.....	4
SYNTHESE DE L'ETUDE.....	5
CHAPITRE 1	13
ANALYSE MACRO-ECONOMIQUE DU MARCHÉ FRANÇAIS DE L'INFORMATION JURIDIQUE .	13
1. La décroissance du marché de l'information juridique.....	14
1.1 Le marché de l'édition a enregistré une baisse de 6% sur les cinq dernières années.	14
1.2 Un marché de plus en plus concentré autour de trois grands groupes : Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis	15
1.3 L'information juridique électronique devient la norme	16
1.4 Evolution des effectifs.....	16
1.5 Prévisions de croissance pour 2018 au niveau mondial	16
2. Analyse du marché par segment	17
2.1 Les éditeurs généralistes reprennent des parts de marché	18
2.2 Evolution de chacun des segments d'éditeurs	20
2.2.1 Editeurs généralistes : une baisse de 6,6% sur les 5 dernières années.	20
2.2.2 Editeurs monodisciplinaires : une croissance de 3,6% sur les 5 dernières années	22
2.2.3 Le marché des éditeurs pluridisciplinaires se restreint : -11,2% de baisse.	23
2.2.4 Comparaison entre le taux de croissance global et celui des 3 segments de marché... ..	23
3. Analyse financière du marché.....	25
3.1 Une valeur ajoutée en hausse	25
3.1.1 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par catégorie de chiffre d'affaires.....	25
3.1.2 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par segment.....	26
3.2 Evolution du Résultat Net au global	27
3.2.1 Répartition de la rentabilité des entreprises par segment de chiffre d'affaires	28
3.2.2 Répartition de la rentabilité des entreprises par catégorie d'acteurs.....	28
CHAPITRE 2	30
ANALYSE MICRO-ECONOMIQUE DES ACTEURS DU MARCHÉ.....	30
1. Les trois groupes généralistes	31
1.1 Le Groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS).....	32
1.2 Wolters Kluwer.....	36
1.3 LexisNexis.....	38
Synthèse du segment des éditeurs généralistes.....	40
2. Les éditeurs pluridisciplinaires	41
2.1 Evolution du chiffre d'affaires des éditeurs pluridisciplinaires.....	41
2.2 Analyse financière de Lexbase : une croissance pérenne.....	42
3. Les éditeurs monodisciplinaires.....	45
4. Synthèse de l'analyse financière.....	48
4.1 Comparatifs de l'analyse financière	48
4.2 Analyse détaillée des 10 premiers acteurs du marché.....	49
4.3 Classement des éditeurs par Chiffre d'affaires : Version 1.....	50
4.4 Classement des éditeurs par Chiffre d'affaires : Version 2.....	51

PERIMETRE DE L'ETUDE

Juriconnexion a sélectionné **37 éditeurs de contenus juridiques, ayant une offre d'information électronique**. Nous entendons par information électronique les bases de données en ligne, les ouvrages et revues au format PDF, l'offre de CD-Rom/DVD-Rom, les ebooks, l'offre sur Extranet, les échanges en FTP, le Podcast, les SMS, et mobile.

Liste des éditeurs étudiés dans la présente étude

Editeurs	Segments	Site Internet
Achat public (APCFC)	mono	http://www.achatpublic.com
Afnor	pluri	http://www.afnor.org/
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)	mono	http://www.ansa.fr
Argus de l'assurance	mono	http://www.argusdelassurance.com/
Berger-Levrault	pluri	http://www.berger-levrault.fr/
CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)	mono	http://www.cncc.fr
Concurrences	mono	http://www.concurrences.com
Dalloz (Groupe ELS)	géné	http://www.dalloz.fr/
Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA)	pluri	http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr/
Edilaix	mono	http://www.edilaix.com/
Editecom (Editions techniques et économiques)	mono	http://www.editecom.com/
Editions Francis Lefebvre (Groupe ELS)	géné	http://www.efl.fr/
Editions juridiques et techniques	mono	http://www.editions-ejt.com/
Editions Législatives (Groupe ELS)	géné	http://www.editions-legislatives.fr/
Editions Les Etudes hospitalières	mono	http://www.leh.fr/
Editions Pierre Lechêne	mono	http://www.editions-lechene.com/
Editions Tissot	mono	http://www.editions-tissot.fr
Groupe Revue Fiduciaire	pluri	http://www.grouperf.com
Hipe (PI France)	mono	http://www.hipe.fr/
IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)	mono	http://www.irpi.ccip.fr/
La France agricole	mono	http://www.lafranceagricole.fr/
La Gazette des communes	mono	http://www.lagazettedescommunes.com/
Lawlex	mono	http://www.law-lex.com
Le Moniteur	mono	http://www.lemoniteur.fr/
Legal News	pluri	http://www.legalnews.fr
Legalis (les éditions des Parques)	mono	http://www.legalis.net/
Les cahiers fiscaux européens	mono	http://www.fontaneau.com/v2/
Lexbase	pluri	http://www.lexbase.fr/
LexisNexis France (Jurisclasseur)	géné	http://www.lexisnexis.fr/
Lextenso	pluri	http://www.lextenso.fr
Net-Iris	mono	http://www.net-iris.fr/

Editeurs	Segments	Site Internet
Revue banque	mono	http://www.revue-banque.fr/edition
Victoire éditions	mono	http://www.victoires-editions.fr/
WEKA	pluri	http://www.weka.fr/
Wolters Kluwer (Lamy et groupe Liaisons)	géné	http://www.wkf.fr/

Légende du tableau :

Segments : Il s'agit du type d'éditeur - voir à ce sujet le point 2. Analyse du marché par segment.

Mono = éditeur monodisciplinaire

Pluri = éditeur pluridisciplinaire

Géné = éditeur généraliste

METHODOLOGIE

Méthodologie pour estimer le chiffre d'affaires du marché

Le marché de l'information juridique a été quantifié à partir des bilans des entreprises déposés au tribunal de commerce et accessibles soit via Infogreffe.fr, soit via societates.com.

Les bilans étant à présent en Open Data, quelquefois, les bilans sont accessibles car mis en ligne plus rapidement sur societates.com.

Pour cette présente étude, les chiffres disponibles sur Infogreffe sont ceux de l'année n-1. Les chiffres de l'année n-1 ne sont disponibles qu'à partir de septembre de l'année n. Par exemple, concernant cette étude parue en janvier 2016, serdaLAB ne dispose que des chiffres concernant l'exercice 2014, ou dans quelques cas, au 30 juin 2015 pour les entreprises ayant des exercices décalés.

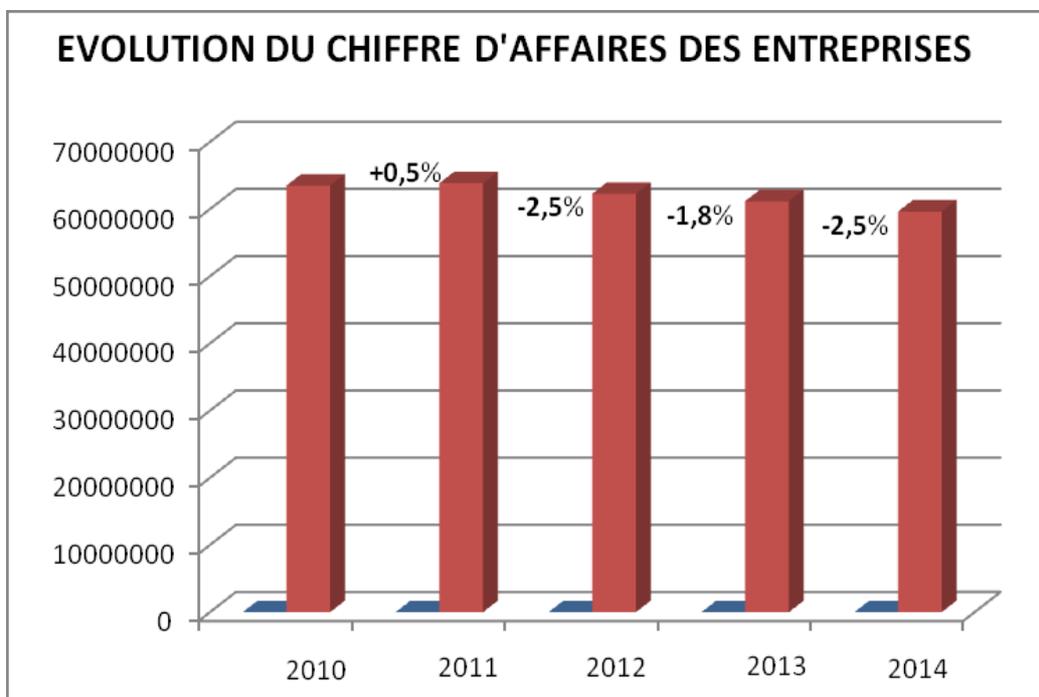
NOTE D'ATTENTION

Dans quelques cas, nous avons calculé une estimation de chiffre d'affaires, EBE et Résultat net. Par exemple pour l'entreprise Editions Pierre Lechêne, le bilan 2013 n'a pas été déposé au Greffe ; mais nous disposons des bilans 2012 et 2014, et avons donc établi une estimation de moyenne entre ces deux années.

SYNTHESE DE L'ETUDE

1. Un marché français en décroissance

L'année 2012 a enregistré une baisse de -2,46%, puis une baisse moindre de -1,76% en 2013, pour finir en 2014 à -2,5%. Sur le total des 5 dernières années, c'est donc une baisse totale de 6,14%. Au total, le chiffre d'affaires global est descendu pour la première fois sous les 600 millions d'euros et s'élève à **596,5 millions d'euros en 2014**.



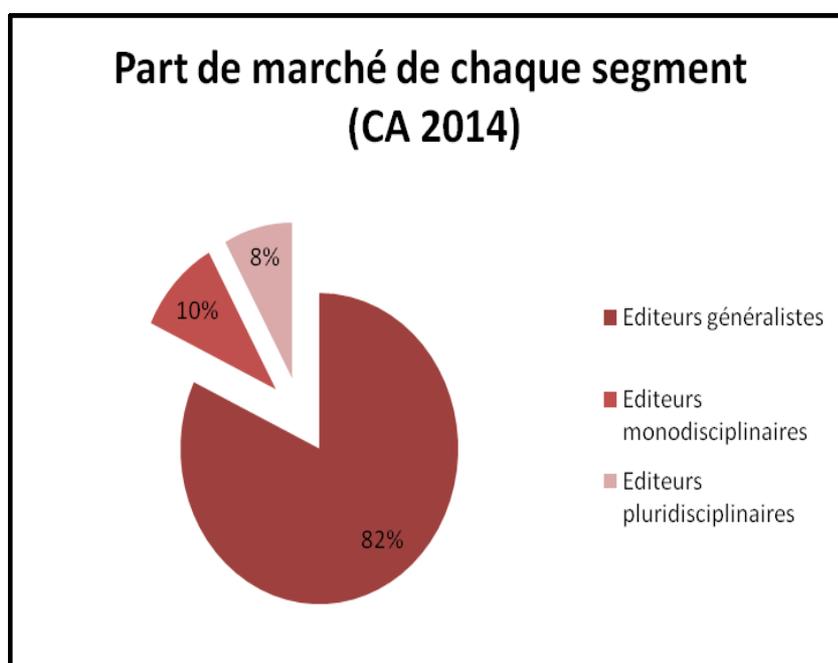
Evolution du marché français de l'information juridique de 2010 à 2014
Source : serdaLAB

La part de l'information électronique dans ce chiffre d'affaires est en forte croissance, passant de un tiers dans les années 2010-2011 à près des 70% en 2014, en tout cas sur la base de quelques chiffres que nous avons pu lire dans les rapports d'activité disponibles. Wolters Kluwer fait état de 68% de chiffres d'affaires liée aux formats électroniques. LexisNexis annonce pour sa part 77%.

2. Les éditeurs généralistes accroissent leur part de marché

Les trois premiers éditeurs juridiques (Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis) représentent 82% du marché de l'information juridique en 2014. Cette part s'est encore accrue depuis la dernière étude.

Les éditeurs monodisciplinaires et pluridisciplinaires détenaient 26% du marché en 2011 ; ils n'en représentent plus que 18% aujourd'hui.



Part de marché de chaque segment en 2014

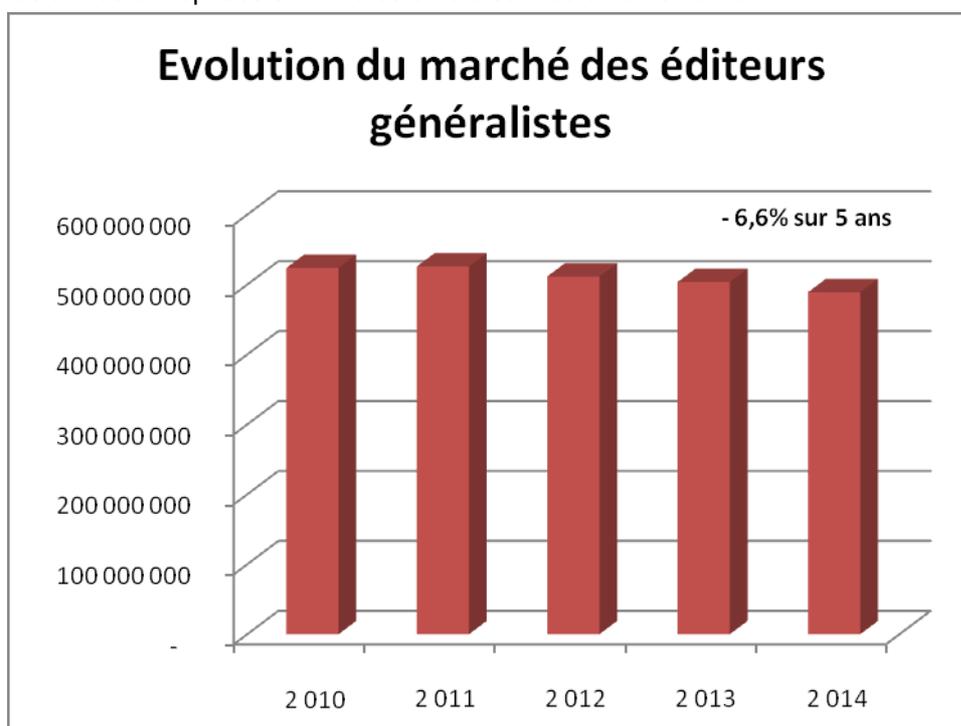
Source : serdaLAB

3. Evolution du segment des éditeurs généralistes

Le segment des éditeurs généralistes connaît une baisse du chiffre d'affaires global de 6,6 % sur les 5 dernières années. C'est une décroissance lente mais continue.

Cette évolution cache toutefois de fortes disparités : Wolters Kluwer France connaît une baisse importante de son chiffre d'affaires, qui influe, étant donné son poids, sur l'ensemble du segment.

Les autres entreprises sont toutes en croissance ou en stabilité.

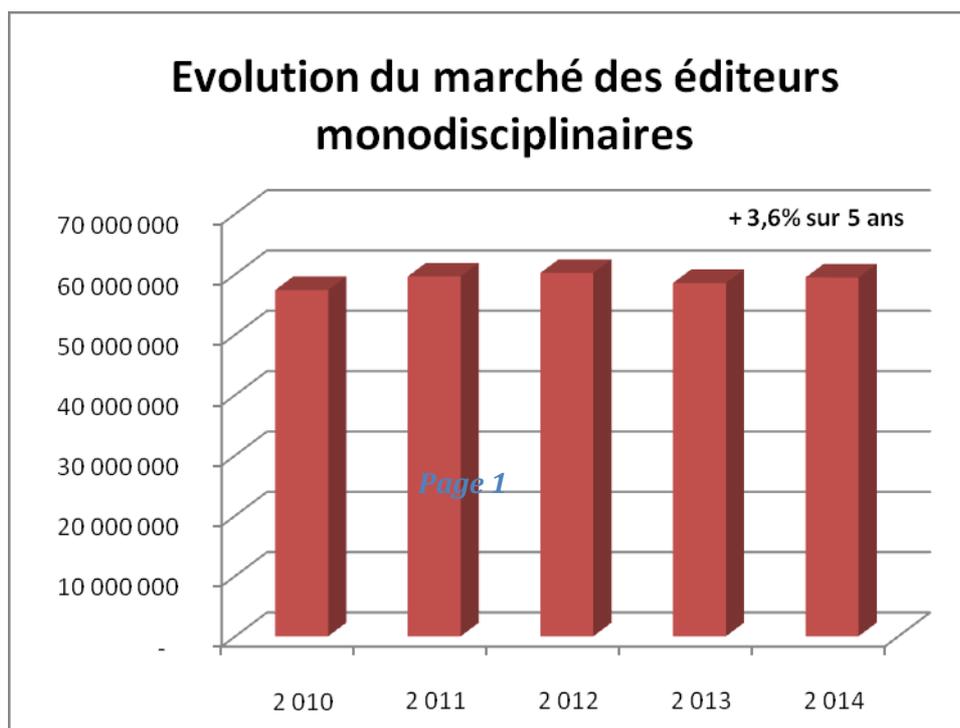


Evolution du marché français de l'information juridique des éditeurs généralistes
Source : serdaLAB

Pour l'année 2014, le chiffre d'affaires global des éditeurs généralistes a reculé de -2,9% et descend pour la première fois sous la barre des 500 millions de CA. Cette baisse est presque 2 fois plus importante que l'année précédente, où elle n'était que de -1,5%.

4. Evolution du segment des éditeurs monodisciplinaires

Le segment des éditeurs monodisciplinaires est le seul en croissance sur la période, puisqu'il affiche une croissance sur les 5 dernières années de 3,6% en cumulé.



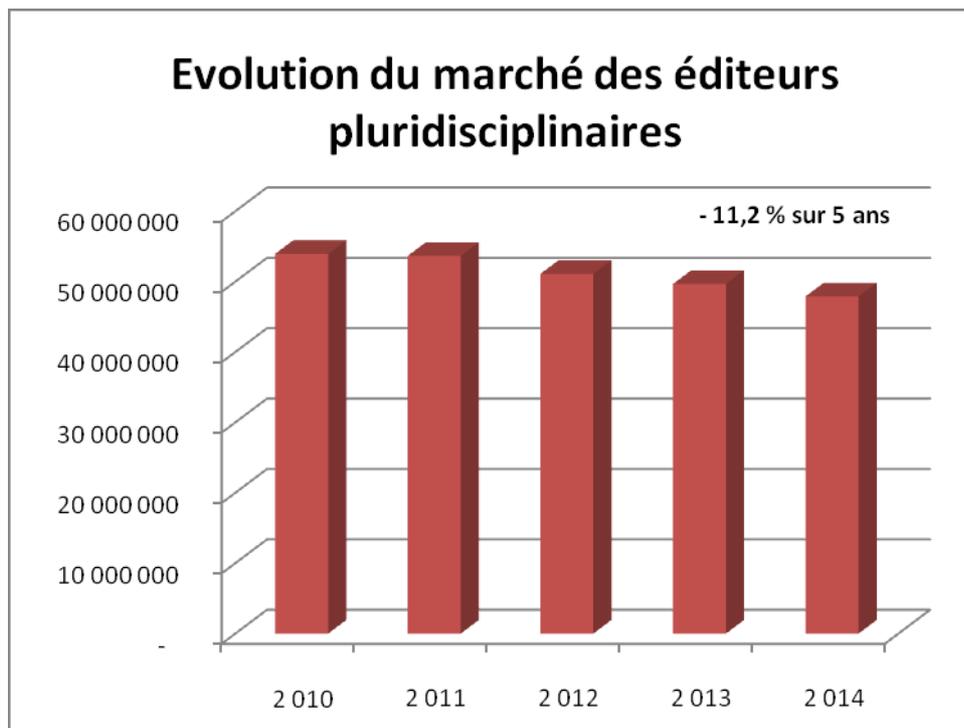
Evolution du marché français de l'information des éditeurs monodisciplinaires

Source : serdaLAB

L'année 2014 s'achève avec une croissance de 1,6%. Pour rappel, 2 cessations d'activité ont eu lieu dans ce segment : Editecom et Hipe (PI France), toutes deux en 2015.

5. Evolution du segment des éditeurs pluridisciplinaires

Les éditeurs pluridisciplinaires rencontrent davantage de difficultés, et la baisse cumulée est de 11,2% sur les 5 derniers exercices.



Evolution du marché français de l'information juridique électronique des éditeurs monodisciplinaires
Source : serdaLAB

Pour l'année 2014, la baisse continue avec -3,6% de chiffres d'affaires sur l'exercice.

6. Analyse financière

En synthèse, les éditeurs d'information juridique ont plutôt :

- **un chiffre d'affaires en baisse : une moyenne de – 2,5% en 2014.**
- **une valeur ajoutée stable**
- **des résultats en hausse : une moyenne en hausse de 13,3% en 2014**

Regardons plus en détail :

6.1 La synthèse de l'analyse financière

6.2 Les résultats financiers des 10 premières entreprises du secteur

6.3 Le classement par chiffre d'affaires global 2014 de toutes les entreprises

6.4 Le même classement en globalisant le CA du groupe Lefebvre Sarrut et de ses filiales.

6.1 Comparatifs de l'analyse financière

L'ensemble des ratios financiers est comme chaque année très hétérogène.

Il dépend surtout de la taille des entreprises, les plus petites étant globalement moins rentables, mais l'analyse comporte beaucoup d'exceptions. Parmi les grandes, Wolters Kluwer est toujours en perte (avec néanmoins une amélioration), et les Editions Dalloz terminent l'année 2014 avec 6% de résultat, ce qui faible parmi les grandes entreprises, tout en restant très honorable par rapport à l'économie en général.

On voit que, en termes de chiffres d'affaires, de valeur ajoutée, d'excédent brut d'exploitation ou de rentabilité, les écarts sont considérables entre les acteurs, ne serait-ce que parmi les 10 sélectionnés pour une analyse plus poussée (voir tableau ci-après).

La valeur ajoutée en 2014 s'échelonne entre 27 et 76 %. L'écart à tendance à se creuser par rapport aux années précédentes, avec des taux faibles à 27 % pour Edilaix ou Weka, mais aussi des entreprises qui tournent autour de 76% : les Editions Pierre Lechêne à 81 % (même s'il repose sur un chiffre d'affaires à moins de 1 M€) ou les Editions législatives (groupe Lefebvre Sarrut, qui atteint 76%, un de records du marché, qui plus est sur un CA de 85 M€.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'échelonne entre 0 et 46 %. Ici aussi, l'écart de creuse, avec le plus faible EBE en pourcentage pour Edilaix (0%), les Editions Juridiques et techniques (1%), ou encore les Editions Hospitalières (1%), Weka (-12%), et le plus important pour les Editions Pierre Lechêne (46%) ou les Editions Législatives (45%).

Le résultat net des entreprises se situe entre pertes d'un côté et bénéfice important de l'autre. Parmi les entreprises en perte, nous trouvons Wolters Kluwer, Weka, Lawlex et les cahiers Fiscaux Européens. Les entreprises les plus rentables sont les Editions Francis Lefebvre (27%) parmi le plus faible taux de résultat net, et toujours les Editions Législatives au top des résultats du panel. Signalons tout de même qu'un taux de 9,1 %, en pleine période de crise, et un résultat plus que très honorable déjà.

(En 2009, le résultat net se situait entre 1% et 27,7%.)

6.2. Analyse détaillée des 10 premiers acteurs du marché

Editeurs	Valeur ajoutée 2014	% VA/CA global 2014	Excédent Brut d'exploitation (EBE) 2014	% EBE/CA global 2014	Résultat net 2014	% Résultat/CA global 2014
LexisNexis France	95,6 M€	70 %	58,1 M€	43 %	28,9 M€	21 %
Wolters Kluwer	63,0 M€	55 %	10,0 M€	9 %	- 21 M€	NS
Editions Francis Lefebvre (Groupe ELS)	71,8 M€	71 %	37,8 M€	37 %	27,3 M€	27 %
Editions Législatives	64,3 M€	76 %	37,8 M€	45 %	18,6 M€	22 %
Dalloz	27,9 M€	53 %	10,2 M€	19 %	3,3 M€	6 %
Groupe France Agricole	21,8 M€	57 %	9,3 M€	24 %	3,5 M€	9 %
Groupe Revue Fiduciaire	16,1 M€	48 %	8,1 M€	24 %	4,6 M€	14 %
Afnor	NC		NC		NC	
Weka	3,1 M€	27 %	0,3 M€	2 %	- 1,3 M€	NS
Editions Tissot	4,2 M€	39 %	0,9 M€	8 %	0,4 M€	4 %

Éléments financiers (calculés sur le CA global) des 10 premiers éditeurs juridiques français (en millions d'euros)

Source : Infogreffe, societates.com, Rapports d'activité

CHAPITRE 1

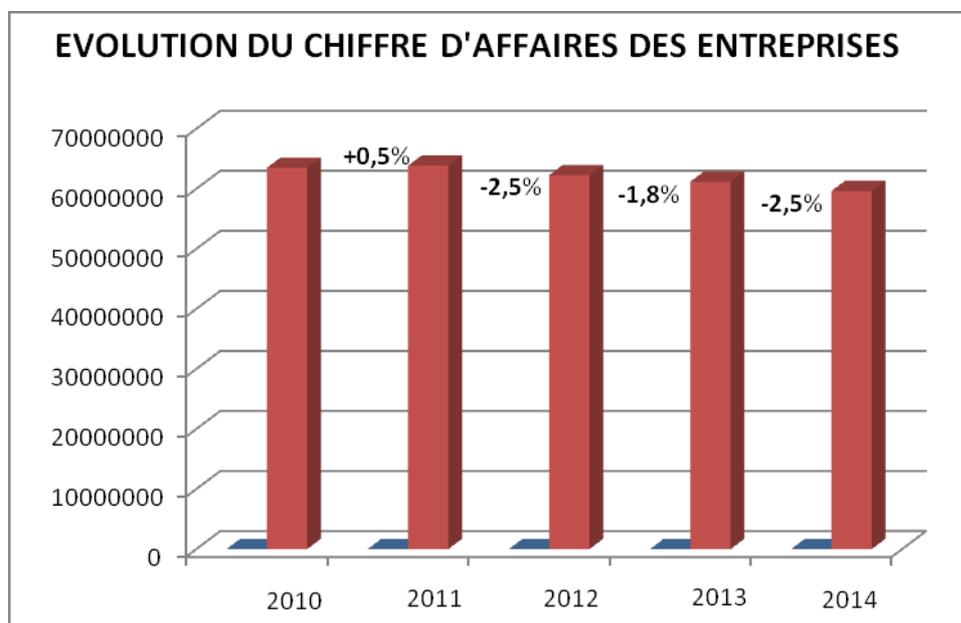
ANALYSE MACRO-ECONOMIQUE DU MARCHE FRANCAIS DE L'INFORMATION JURIDIQUE

1. La décroissance du marché de l'information juridique

NOTE D'ATTENTION

Le chiffre d'affaires concernant l'information juridique incluait jusqu'en 2011 le Groupe Moniteur. Le chiffre d'affaire de ce groupe représentait cette année-là plus de 133 millions d'euros. Depuis, ce groupe ne publie plus ses chiffres. Dans un souci de cohérence, nous avons retiré son chiffre d'affaires en 2011 afin que le périmètre puisse être comparable. Quelques entreprises ne publient plus leurs bilans : il s'agit de LegalNews, AchatPublic, Legalis, net-Iris. Enfin quelques entreprises ont déposé le bilan.

1.1 Le marché de l'édition a enregistré une baisse de 6% sur les cinq dernières années.



Evolution du marché français de l'information juridique de 2010 à 2014
Source : serdaLAB

Le marché français de l'information juridique représentait **635 millions d'euros en 2010** et après une légère croissance en 2011 (+ 0,5%), le chiffre d'affaires global est en tendance à la baisse. L'année 2012 a enregistré une baisse de -2,46%, puis une baisse moindre de -1,76% en 2013, pour finir en 2014 à -2,5%. Sur le total des 5 dernières années, c'est donc une baisse totale de 6,14%. Un certain nombre d'entreprises ne publient plus leurs comptes : c'est le cas du Groupe Moniteur, de LegalNews, d'AchatPublic, de Legalis ou encore de Net-Iris. Au total, le chiffre d'affaires global est descendu pour la première fois sous les 600 millions d'euros et s'élève à **596,5 millions d'euros en 2014**.

Le marché global de l'édition juridique (papier, électronique et autres activités) est donc en baisse et ce sans doute pour plusieurs raisons. La première est la crise de 2008 qui a des effets durables dans le manque de budget disponible. La seconde est dans doute dans les changements de modèles : les

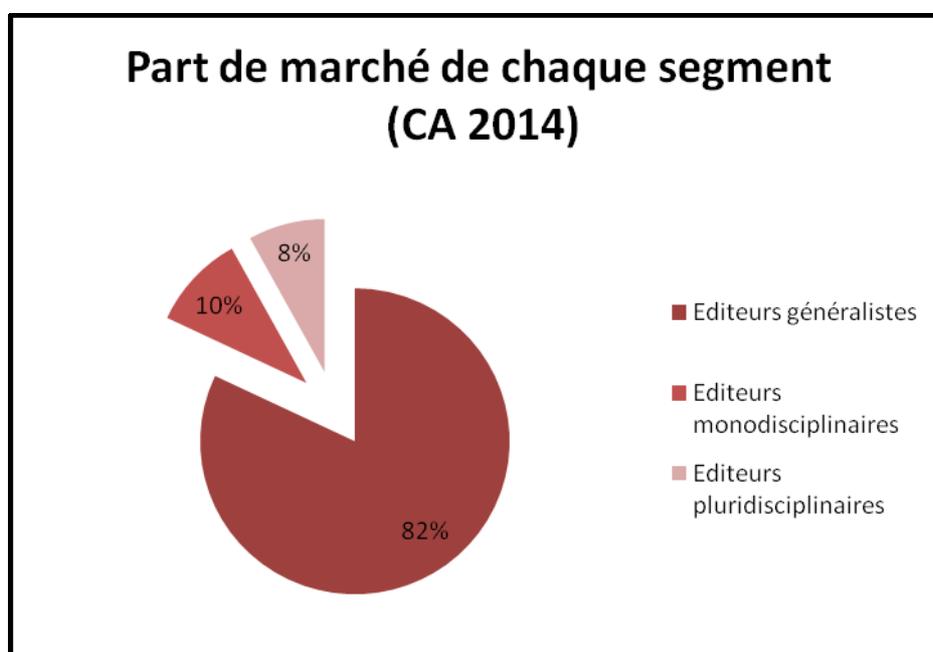
informations sont quelquefois disponibles gratuitement sur Internet, et puis la directive européenne sur l'Open Data a obligé à une ouverture des données publiques, dont le juridique.

Cette baisse de chiffre d'affaires global tranche avec la croissance mondiale du marché de l'édition juridique qui a été de +3,8% en 2014 pour atteindre 21 milliards de dollars (19,8 milliards d'euros), selon le cabinet d'études Outsell, Inc.

1.2 Un marché de plus en plus concentré autour de trois grands groupes : Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis

Les trois premiers éditeurs juridiques (Groupe Lefebvre Sarrut, Wolters Kluwer et LexisNexis) représentent 82% du marché de l'information juridique en 2014. Cette part s'est encore accrue depuis la dernière étude.

Les éditeurs monodisciplinaires et pluridisciplinaires détenaient 26% du marché en 2011 ; ils n'en représentent plus que 18% aujourd'hui.



Part de marché de chaque segment en 2014

Source : serdaLAB

Les mouvements de fusions-acquisitions ont été faibles :

- Les Editions Weka ont racheté l'entité dédiée à la Formation de LexisNexis, lequel se concentre sur son cœur de marché.

Les radiations d'entreprise :

La société Editecom a été radiée le 24 avril 2015.

La société Hipe (PI)France a été radiée le 26 octobre 2015.

Ces 2 sociétés représentaient environ 700 000 euros de chiffres d'affaires pour leurs derniers comptes connus, soit 2010.

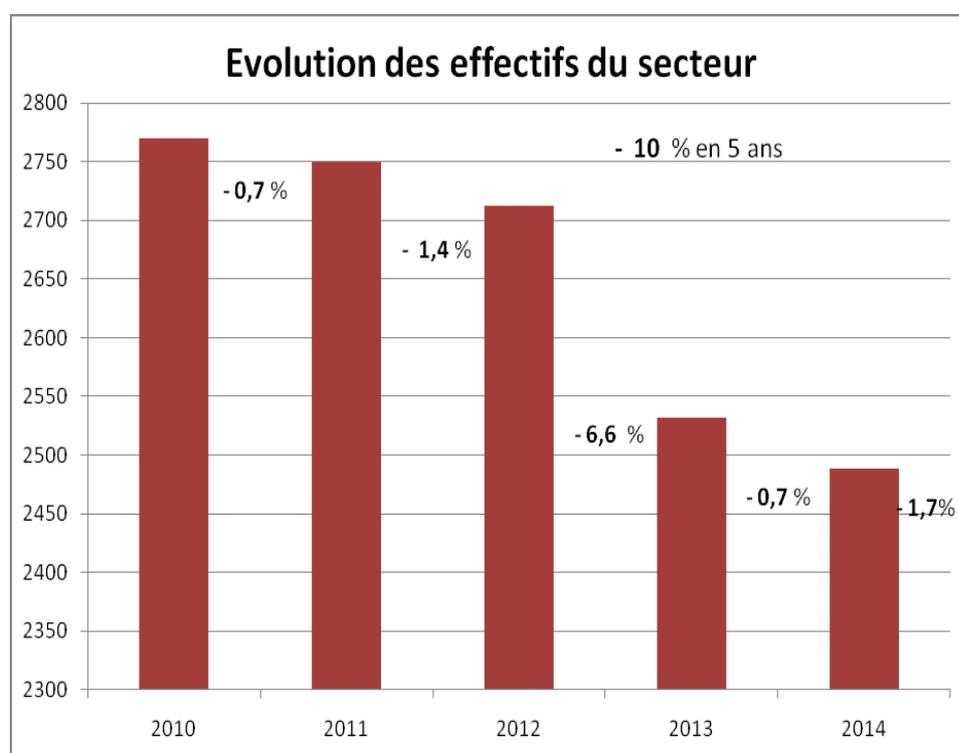
1.3 L'information juridique électronique devient la norme

La part de l'information électronique dans les chiffres d'affaires évolue fortement vers le numérique, pour devenir la norme. Dans la précédente étude, la part de l'information électronique représentait par exemple 32% en moyenne du chiffre d'affaires des sociétés pour l'exercice 2011. Aujourd'hui, à la lecture des rapports d'activité des grands groupes, la norme est plutôt à 70%. Wolters Kluwer annonce 68% de son chiffre d'affaires au format électronique ; et LexisNexis affiche 77% pour l'année 2014. Quant à la DILA, elle annonce au 1^{er} janvier 2016 le Journal Officiel en 100% numérique.

1.4 Evolution des effectifs

Les effectifs globaux du secteur ont reculé de 10% entre 2010 et 2014. Les effectifs avaient déjà baissé de 10% sur la précédente période : 2006 à 2010.

On remarque surtout une baisse des effectifs pendant l'année 2012, qui passe de 2712 à 2532 salariés, soit 180 postes en moins.



Evolution du nombre global de salariés dans le secteur de l'édition juridique

Source : serdaLAB

1.5 Prévisions de croissance pour 2018 au niveau mondial

Le marché mondial de l'information juridique a été évalué à 21 milliards de dollars (19,8 milliards d'euros) en 2014, selon le cabinet d'études Outsell, Inc. A noter que, toujours selon ce dernier, le marché mondial de l'information juridique devrait générer un chiffre d'affaires de l'ordre de 26 milliards de dollars d'ici 2018 (24,5 milliards d'euros) soit une croissance moyenne de 6% par an, et de 24% sur la prochaine période de 5 ans.

Le marché français soit moins dynamique que le marché mondial, qui est tiré par la demande dans les pays en voie de développement.

2. Analyse du marché par segment

Liste à jour au 30 novembre 2015

Segment	Définition	Editeurs
Editeurs généralistes	proposent une offre très large	Wolters Kluwer (Editions Lamy et Groupe Liaisons) Groupe Lefebvre Sarrut (Editions législatives, Francis Lefebvre et Dalloz (dont Editions Juris)) LexisNexis (Jurisclasseur)
Editeurs pluridisciplinaires	fournissent une offre dans plusieurs domaines du droit et qui ont une taille moyenne	Afnor Berger-Levrault Direction de l'Information Légale et Administrative (DILA) Groupe Revue Fiduciaire Legal News Lexbase Lextenso Weka
Editeurs monodisciplinaires	de petite taille et plutôt spécialisés dans un domaine	Achat public (APCFC) ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions) Argus de l'assurance CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes) Concurrences Edilaix Editions juridiques et techniques Editions Juris Editions Les Etudes hospitalières Editions Pierre Lechêne Editions Tissot IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle) La France agricole La Gazette des communes Lawlex Le Moniteur Legalis (les éditions des Parques) Les cahiers fiscaux européens Net-Iris Revue banque Victoire éditions

Les acteurs des trois segments du marché

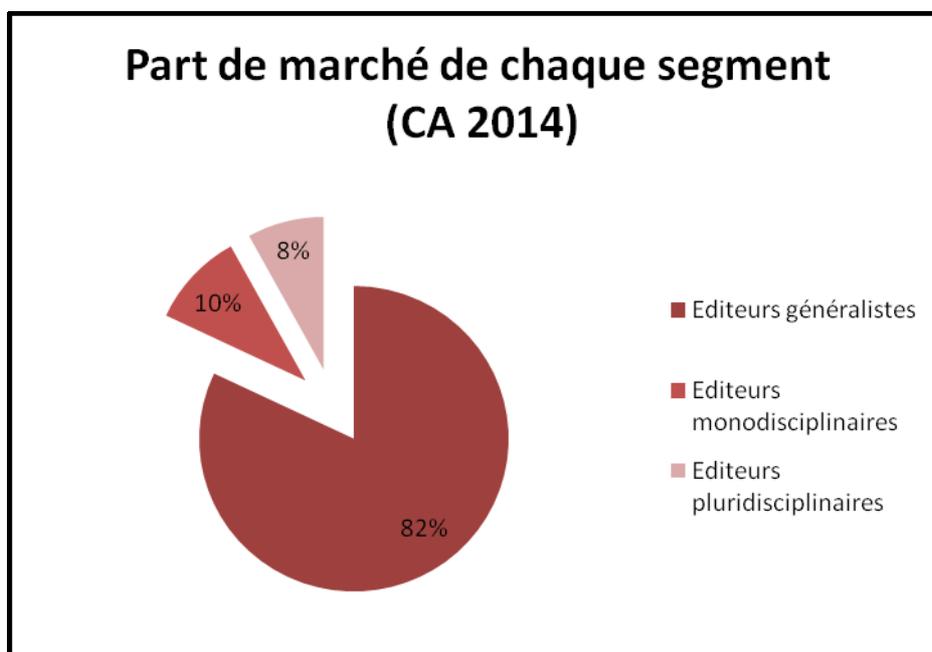
Source : serdaLAB

2.1 Les éditeurs généralistes reprennent des parts de marché

Les éditeurs généralistes représentent 82% du marché global. Ce pourcentage est en augmentation puisque cette part n'était que de 74% en 2011.

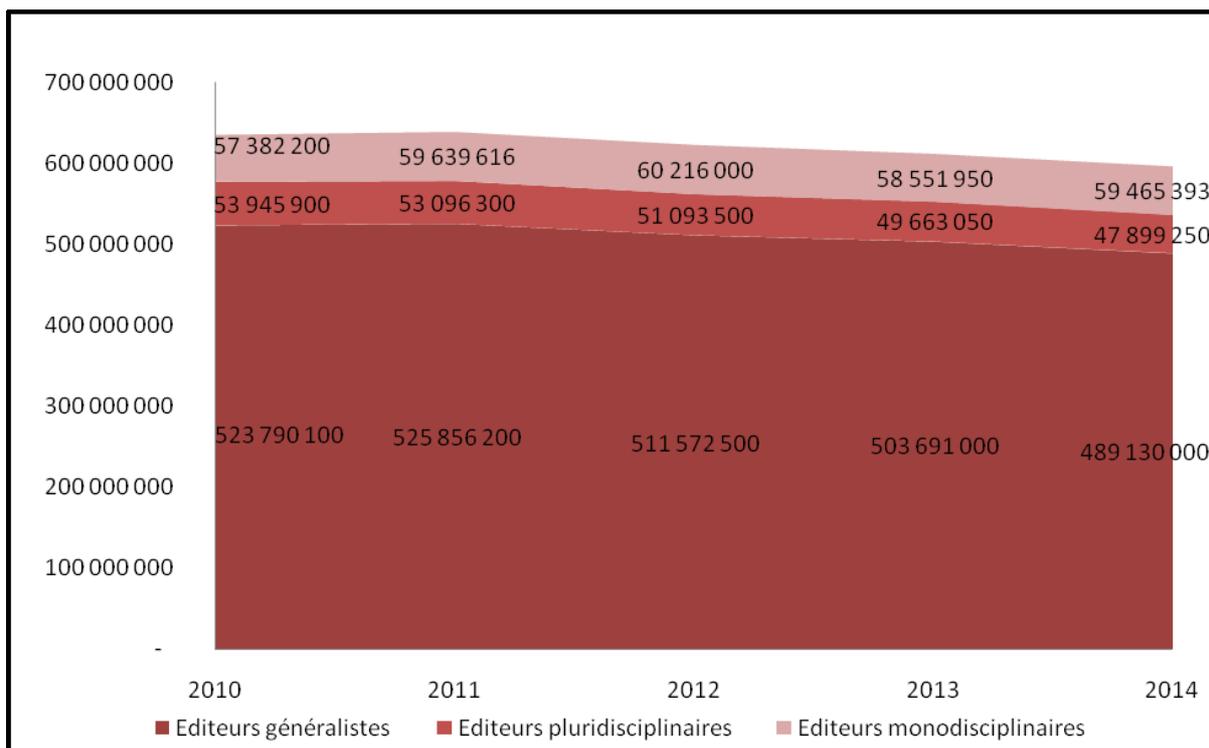
Les éditeurs monodisciplinaires détiennent 10% du marché, et leur part est en hausse. Ils ne représentaient que 8% du marché en 2011. Ils sont devenus le deuxième segment de marché, et le seul qui soit en hausse de chiffre d'affaires.

Quant au secteur pluridisciplinaire, il ne représente plus que 8% du chiffre d'affaires global. Signalons quand même que ce secteur comprend des acteurs comme la DILA ou l'AFNOR pour lesquels le chiffre d'affaires dédié au juridique n'est pas connu et donc pas comptabilisé.



Part de marché de chaque segment en 2014

Source : serdaLAB

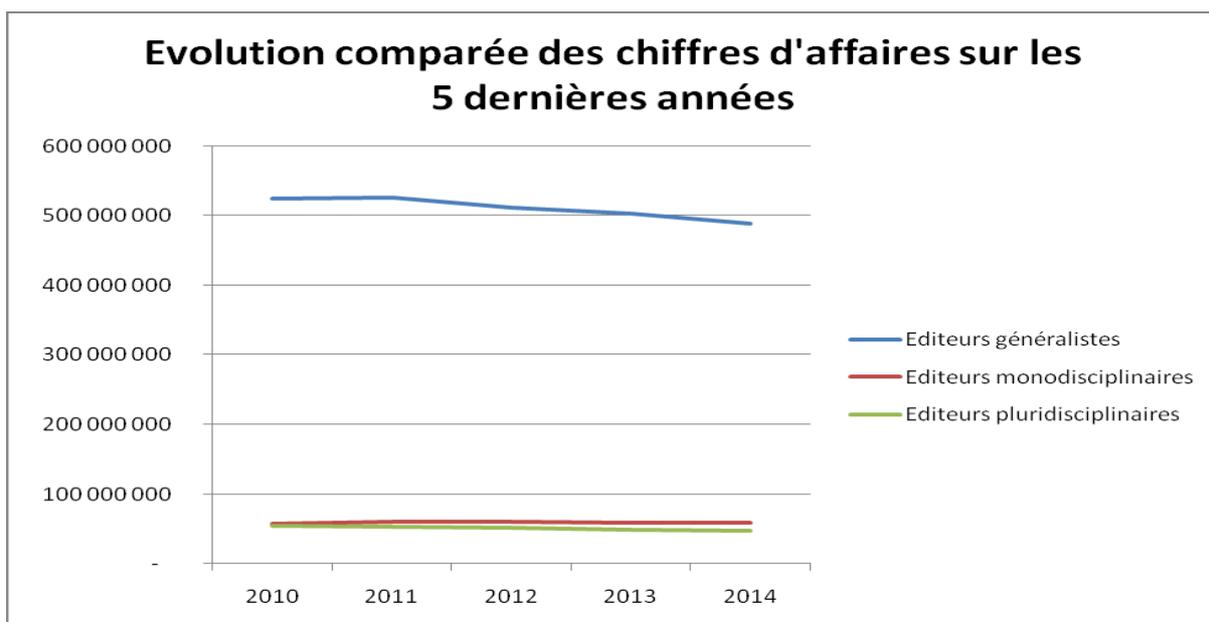


Evolution du chiffre d'affaires de chaque segment entre 2010 et 2014
 Source : serdaLAB

Les éditeurs généralistes, qui représentent 82% du marché, connaissent un chiffre d'affaires en baisse, puisque le total est passé de 523,8 millions d'euros en 2010 à 489,1 millions en 2014. On frôle encore le demi-milliard d'euros de chiffre d'affaires.

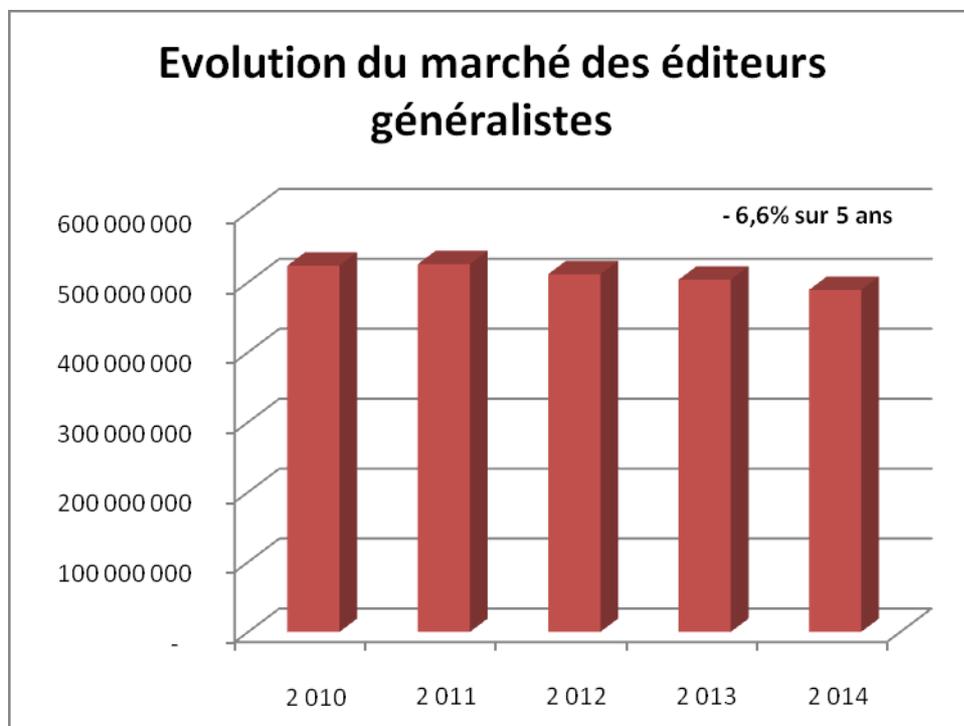
Il en est de même des éditeurs pluridisciplinaires, qui passent de 53,9 millions à 47,9 millions.

Seul le segment des éditeurs monodisciplinaires connaît une meilleure stabilité, et même s'il rencontre des aléas, oscille entre +3 et -3%.



2.2 Evolution de chacun des segments d'éditeurs

2.2.1 Editeurs généralistes : une baisse de 6,6% sur les 5 dernières années.



Evolution du marché français de l'information juridique des éditeurs généralistes
Source : serdaLAB

	2012	%2013/2012	2013	%2014/2013	2014
CA GLOBAL	511 572 500 €	- 1,5%	503 691 000 €	- 2,9%	489 130 000 €

Chiffres d'affaires des éditeurs généralistes entre 2012 et 2014
Source : Infogreffe, societes.com et éditeurs

Le chiffre d'affaires global des éditeurs généralistes a reculé en 2014 de -2,9% et descend pour la première fois sous la barre des 500 millions de CA. Cette baisse est presque 2 fois plus importante que l'année précédente, où elle n'était que de -1,5%.

Répartition du chiffre d'affaires entre les acteurs

Le Groupe Lefebvre Sarrut détient quasiment 50% du marché des éditeurs généralistes en information juridique. LexisNexis vient en second avec 28% puis Wolters Kluwer avec 23%.

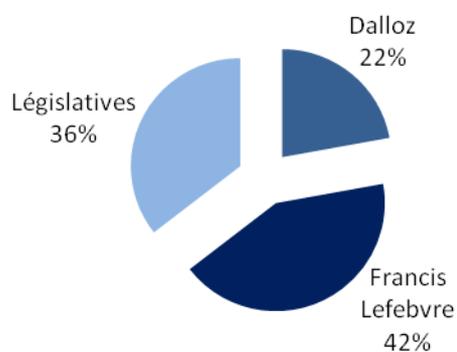
En comparaison, Wolters Kluwer détenait 30% en 2010, mais nous prenons en compte le chiffre d'affaires global de cette société, qui a revendu sa branche santé en 2013.

Part de marché des éditeurs généralistes par groupe de sociétés



Répartition des éditeurs au sein du groupe Lefebvre Sarrut

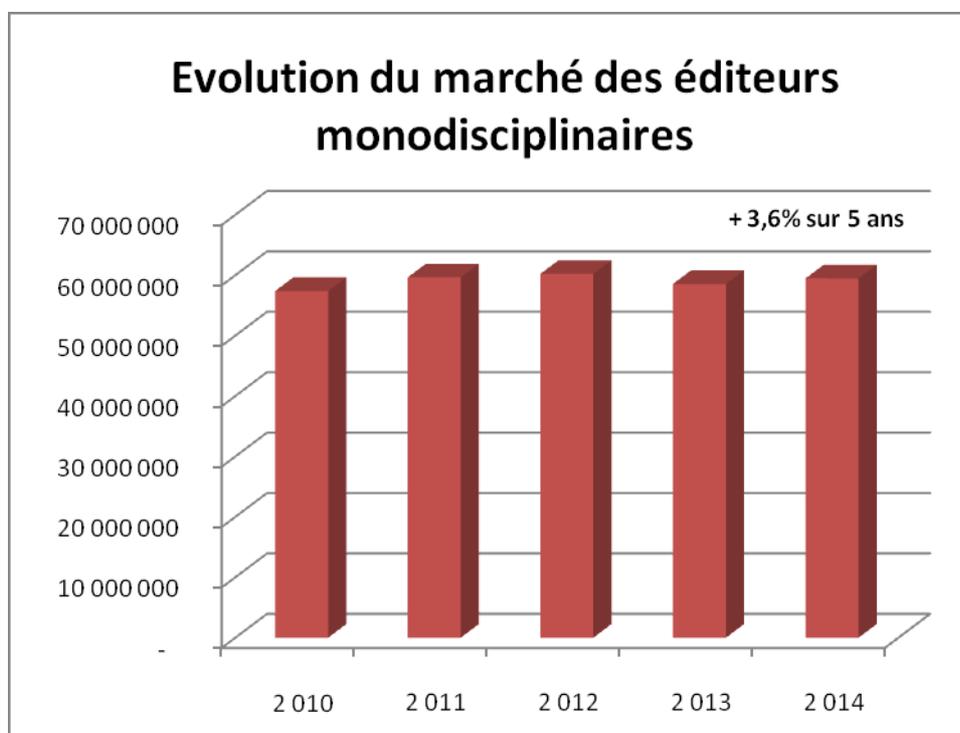
Détail des parts de chiffre d'affaires au sein du groupe Lefebvre Sarrut



Le groupe Lefebvre Sarrut regroupe 3 sociétés dans le domaine. La plus importante est Francis Lefebvre. Voir le détail dans la partie Micro-économique de cette étude.

2.2.2 Editeurs monodisciplinaires : une croissance de 3,6% sur les 5 dernières années

Le segment des éditeurs monodisciplinaires est le seul en croissance sur la période, puisqu'il affiche une croissance sur les 5 dernières années de 3,6% en cumulé.



Evolution du marché français de l'information des éditeurs monodisciplinaires

Source : serdaLAB

	2012	%2013/2012	2013	%2014/2013	2014
CA GLOBAL	60 067 500 €	- 2,8%	58 551 950 €	+ 1,6%	59 465 393 €

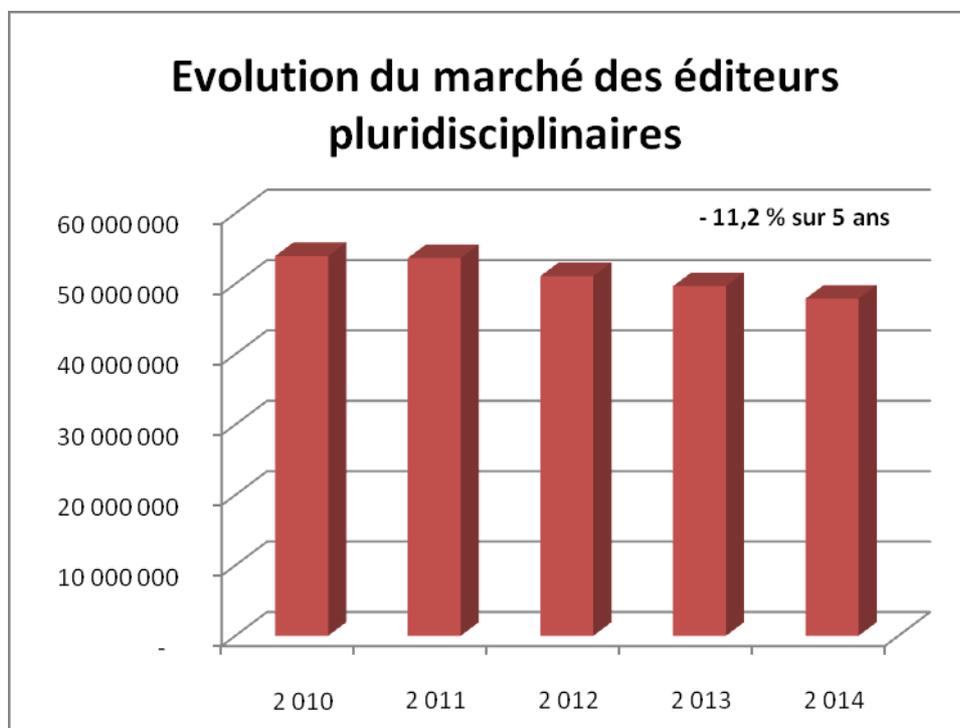
Chiffre d'affaires des éditeurs monodisciplinaires entre 2012 et 2014

Source : serdaLAB

Les éditeurs monodisciplinaires connaissent une évolution en dents de scie : légère baisse une année, légère augmentation la suivante. L'année 2014 s'achève avec une croissance de 1,6%. Pour rappel, 2 cessations d'activité ont eu lieu dans ce segment : Editecom et Hipe (PI France), toutes deux en 2015.

2.2.3 Le marché des éditeurs pluridisciplinaires se restreint : -11,2% de baisse de chiffre d'affaires sur les 5 dernières années.

Les éditeurs pluridisciplinaires rencontrent davantage de difficultés, et la baisse cumulée est de 11,2% sur les 5 derniers exercices.



Evolution du marché français de l'information juridique électronique des éditeurs monodisciplinaires
Source : serdaLAB

	2012	%2013/2012	2013	%2014/2013	2014
CA GLOBAL	51 093 500 €	- 2,8%	49 663 050 €	- 3,6%	47 899 250 €

Chiffre d'affaires des éditeurs pluridisciplinaires entre 2012 et 2014
Source : serdaLAB

Le marché des éditeurs pluridisciplinaires est en décroissance. Les acteurs ont tous vu leur chiffre d'affaires baisser, sauf Lexbase. Cette dernière voit son chiffre d'affaires progresser chaque année sans discontinuer depuis 2008.

2.2.4 Comparaison entre le taux de croissance global et celui des 3 segments de marché

Les segments des éditeurs généralistes et pluridisciplinaires ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires général en 2014 : la baisse de chiffre d'affaires des éditeurs généralistes est de 6,6% et

celle des éditeurs pluridisciplinaires quasiment du double avec une baisse cumulée de 11,2 % sur les 5 dernières années

Sur la période totale des 5 dernières années, seul le segment des éditeurs monodisciplinaires tire son épingle du jeu, et achève l'année 2014 avec une croissance de 3,6%. Cette augmentation fait exception dans le paysage des éditeurs en général.

Fait à noter, ce n'est pas un gros éditeur du segment qui tire la croissance, mais la majorité des acteurs qui ont vu leur chiffre d'affaires augmenter.

	Taux de croissance du CA global en 2013	Taux de croissance du CA global en 2014	Taux de croissance en 5 ans 2010 - 2014
Editeurs généralistes	- 1,5 %	- 2,9 %	- 6,6 %
Editeurs monodisciplinaires	- 2,8 %	+ 1,6 %	+ 3,6 %
Editeurs pluridisciplinaires	- 2,8 %	- 3,6 %	- 11,2%
GLOBAL	-1,8 %	- 2,5 %	- 6,1 %

Taux de croissance en 2013 et 2014 du CA global et de l'information juridique

Et évolution globale sur les 5 dernières années : 2010 à 2014.

Source : serdaLAB

3. Analyse financière du marché

Cette partie est consacrée à l'analyse financière des bilans des acteurs du domaine pour les années 2012, 2013 et 2014.

Elle présente l'analyse financière selon 2 critères :

- la valeur ajoutée
- le résultat net (ou bénéfice).

3.1 Une valeur ajoutée en hausse

DEFINITION : VALEUR AJOUTEE

La Valeur Ajoutée d'une entreprise est calculée en déduisant du Chiffre d'Affaires, tout ce qui a servi à produire ce chiffre d'affaires : les achats externes. Ces achats externes sont constitués d'achats de prestations externes, d'achats de matériels servant à la production, etc. Dans la valeur ajoutée n'est pas comptabilisée la masse salariale ou les loyers par exemple.

Paradoxalement, les entreprises gèrent bien la décroissance de chiffre d'affaires. En effet, rappelons que sur les 5 dernières années, le marché a décliné d'un peu plus de 6% en cumulé, mais que la valeur ajoutée, elle, a progressé. Globalement, la valeur ajoutée des entreprises du secteur est bonne, et s'est encore améliorée depuis la dernière étude. Une moyenne de 63% de valeur ajoutée a été atteinte en 2014, alors que pendant les années 2009 à 2011, elle ne se montait qu'à 61%. Les entreprises ont donc réussi à sauvegarder leur valeur ajoutée, c'est-à-dire à diminuer leurs achats externes (qui représentent les achats de prestations externes aussi bien que les frais généraux).

VALEUR AJOUTEE	2012	2013	Evolution 2013/2012	2014	Evolution 2011/2009
% Valeur Ajoutée / Chiffre d'Affaires	62,8 %	62,4 %	- 0,6 %	63,1 %	1,1 %

Evolution de la valeur ajoutée entre 2012 et 2014

Source : serdaLAB

3.1.1 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par catégorie de chiffre d'affaires

La Valeur ajoutée est relativement différenciée selon le niveau de chiffre d'affaires.

Nous avons analysé les montants de valeur ajoutée selon 4 typologies de chiffres d'affaires.

1. Moins de 1 million d'Euros de CA
2. De 1 à 10 millions d'Euros de CA
3. De 10 à 50 millions d'Euros de CA
4. Au-dessus de 50 millions d'Euros de CA.

Notons que par rapport à 2011, un seul acteur a changé de catégorie : il s'agit des Editions Tissot, qui totalisaient en 2011 : 8,5 millions d'euros et qui aujourd'hui représentent 10,7 millions d'Euros.

Segment de CA	Entreprises de la catégorie
< 1 M€ de CA	Institut de droit de la Concurrence Edilaix Editions les Etudes Hospitalières Editions Pierre Lechêne Lawlex Les cahiers fiscaux Européens
> 1 M€ et < 10 M€	Lexbase Editions Juridiques et techniques Revue Banque Victoire Editions
> 10 M€ et < 50 M€	Groupe revue Fiduciaire Weka Editions Tissot Groupe France Agricole
> 50 M€ de CA	Dalloz (groupe ELS) Editions Francis Lefebvre (groupe ELS) Editions Législatives (groupe ELS) LexisNexis France Wolters Kluwer France

Pour les entreprises totalisant moins de 1 million d'euros de CA, la valeur ajoutée est en baisse sur les 3 dernières années, et est descendue sous les 50% en 2014, ce qui est faible. Notons toutefois qu'un acteur fait chûter la moyenne, il s'agit des Cahiers Fiscaux Européens, qui a une valeur ajoutée très faible. Sans cet acteur, la moyenne de valeur ajoutée monterait à 57,9%. Signalons les acteurs Lawlex et les Editions Pierre Lechêne, qui affichent une valeur ajoutée respectivement de 71% et 81%, donc bien supérieures à la moyenne de leur catégorie.

Les entreprises situées entre 1 et 10 millions de CA s'en sortent en moyenne beaucoup mieux, puisqu'elles atteignent 65,5% de valeur ajoutée en moyenne en 2014.

Entre 10 et 50 millions, on retrouve un taux bas de valeur ajoutée à 42,8%.

Et au-dessus de 50 millions d'Euros de CA, on trouve, comme dans les études précédentes, la meilleure valeur ajoutée : 66%. 3 acteurs s'en sortent encore mieux : LexisNexis (70% de VA), les Editions Francis Lefebvre (71%) et les Editions Législatives (76%).

Taille des entreprises	2012	2013	2014
< 1 M€ de CA	54,5 %	49,2 %	48,3 %
> 1 M€ et < 10 M€	66,8 %	64,0 %	65,5 %
> 10 M€ et < 50 M€	42,3 %	42,8 %	42,8 %
> 50 M€ de CA	65,9 %	65,1 %	66,0 %

Evolution de la valeur ajoutée (% de VA/CA) entre 2012 et 2014 par catégorie de chiffre d'affaires

Source : serdaLAB

3.1.2 Répartition de la valeur ajoutée des entreprises par segment

Par catégories d'éditeurs	2012	2013	2014
Généralistes	65,9 %	65,1 %	66,0 %
Monodisciplinaires	53,4 %	49,5 %	49,2 %
Pluridisciplinaires	58,8 %	59,3 %	60,6 %

Evolution de la valeur ajoutée (% de VA/CA) entre 2011 et 2014 par segment

Source : serdaLAB

La catégorie des plus gros acteurs, les généralistes, est également et comme dans les études précédentes, la catégorie possédant la meilleure valeur ajoutée : 66%.

La catégorie des acteurs monodisciplinaires, pourtant la seule en augmentation du chiffres d'affaires global sur la période, n'arrive pas à créer autant de valeur ajoutée que les autres segments. Il n'atteint que 49,2 % de valeur ajoutée en moyenne sur 2014.

Quand au segment des acteurs pluridisciplinaires, il est le seul à voir sa valeur ajoutée augmenter depuis 2012. Ceci est dû à la belle augmentation de valeur ajoutée de la Revue Fiduciaire sur la période, passée de 37% de VA en 2011 à 48% en 2014, améliorant ainsi la moyenne du segment, qui s'établit à 60,6 %.

3.2 Evolution du Résultat Net au global

DEFINITION : LE RESULTAT NET

Le résultat net est la part de bénéfice restante lorsque l'Impôt sur les Sociétés est payé. En France, le montant d'impôt sur les Sociétés est de 33% des bénéfices.

Le cumul de résultat net par entreprise est encore marqué en 2012 par les résultats négatifs de Wolters Kluwer, qui affiche une perte en 2012 de 109 M€, de 43 M€ en 2013, et plus que de 21 M€ en 2014.

Le tableau ci-dessous ne prend donc pas en compte le résultat négatif de Wolters Kluwer.

De manière générale, la rentabilité s'est encore améliorée en 2014, passant de 16% à près de 18%. Rappelons que dans les années 2009 et 2010, la rentabilité était plutôt autour de 12,5%.

Ces ratios de rentabilité sont excellents, même si la moyenne cache de fortes disparités selon les catégories d'acteurs.

RESULTAT NET	2012	2013	Evolution 2013/2012	2014	Evolution 2014/2013
Moyenne de résultat net du marché	16,1 %	15,8 %	- 1,9%	17,9 %	13,3 %

Evolution du résultat net entre 2012 et 2014, sans l'éditeur Wolters Kluwer.

Source : serdaLAB

Le secteur bénéficie de manière générale de très bons taux de rentabilité.

6 sociétés ont vu leur résultat net augmenter en 2014 : les Editions Francis Lefebvre, le groupe Revue Fiduciaire, l'Institut du droit et de la concurrence, Editions les études hospitalières (qui étaient en pertes et repassent en positif en 2014), Lexbase, le revue Banque (qui était en pertes et repasse en positif en 2014),

3 ont vu leurs résultat net baisser : Edilaix, les Editions Pierre Lechêne, les Editions Tissot

5 enregistrent des pertes : Lawlex (pour la première fois en 2014), les Editions juridiques et techniques (pour la première fois en 2014), Les Editions Weka (pour la première fois en 2014, mais ces pertes sont dues à un achat d'entreprise), les Cahiers fiscaux européens, Wolters Kluwer.

3.2.1 Répartition de la rentabilité des entreprises par segment de chiffre d'affaires

La société Wolters Kluwer enregistre en 2011 une perte historique de plus de 100 M€ (voir le détail dans la fiche Wolters Kluwer dans le chapitre 2). Nous avons donc choisi de traiter les résultats avec et sans Wolters Kluwer.

Taille des entreprises	2012	2013	2014
< 1 M€ de CA	10,3 %	7,3 %	6,4 %
> 1 M€ et < 10 M€	5,5 %	1,3 %	6,3 %
> 10 M€ et < 50 M€	9,1 %	7,2 %	3,7 %
> 50 M€ de CA	- 1,2 %	6,8 %	11,5 %
> 50 M€ de CA (sans Wolters Kluwer)	16,7 %	16,5 %	19,0 %
Moyenne du marché	- 5,3 %	5,3 %	10,9 %
Moyenne du marché (sans Wolters Kluwer)	16,1 %	15,8 %	17,9 %

Analyse du taux de résultat net, par catégorie de chiffre d'affaires entre 2012 et 2014

Source : serdaLAB

Pour rappel, la société Dalloz est entrée dans la catégorie des plus de 50 M€ de CA en 2011.

Les Editions Tissot sont passées dans la catégorie des plus de 10 M€ de CA en 2014.

Si on analyse maintenant les bénéfices réalisés selon la taille des entreprises, il s'avère que les plus importants bénéfices sont le fait d'entreprises réalisant plus de 50 M€ de CA, et depuis 2011. Les entreprises de moins de 10 M€ de CA atteignent 6,4% en moyenne, ce qui est un bon ratio étant donné la conjoncture économique. Le segment qui s'en sort le moins bien et celui des entreprises entre 10 et 50 M€ puisqu'il atteint 3,7% seulement de bénéfice, alors qu'il totalisait plus de 9% en 2012 par exemple. Les Editions Weka, ayant effectué un rachat d'entreprise, participent à cette baisse de rentabilité, espérons de manière temporaire.

Avec l'ensemble des acteurs de la catégorie des plus de 50 M€ de CA, la moyenne du marché se situe à 10,9 % de résultat net.

En retirant le cas de Wolters Kluwer sur les trois années consécutives, **la moyenne du secteur atteint 17,9 % de résultat net. Cet excellent taux est essentiellement tiré par les gros du domaine** : les Editions Francis Lefebvre, les Editions Législatives et LexisNexis France.

3.2.2 Répartition de la rentabilité des entreprises par catégorie d'acteurs

Segments d'éditeurs	2012	2013	2014
Généralistes	- 1,2 %	6,8 %	11,5 %
Généralistes (sans Wolters Kluwer)	16,7 %	16,5 %	19,0 %
Monodisciplinaires	7,8 %	3,7 %	4,7 %
Pluridisciplinaires	11,6 %	12,5 %	9,0 %
Moyenne	- 5,3 %	5,3 %	10,9 %
Moyenne (sans Wolters Kluwer)	16,1 %	15,8 %	17,9 %

Analyse du taux de résultat net, par segment d'éditeurs entre 2009 et 2011

Source : serdaLAB

Le segment des éditeurs généralistes a encore augmenté sa rentabilité en 2014, puisqu'elle passe de 16,5 % environ en 2012 et 2013, pour atteindre 19% en 2014. Si l'on tient compte de l'influence des résultats de Wolters Kluwer, toujours en négatif en 2014, mais de manière bien moindre que les années précédentes, le taux de résultat net serait de 11,5% en 2014.

Le segment des éditeurs monodisciplinaires accuse en 2014 la moins bonne rentabilité du secteur, même si près de 5% de résultat net reste tout-à-fait honorable pour une entreprise.

Le segment des éditeurs pluridisciplinaires tire encore bien son épingle du jeu, avec 9% de résultat net en moyenne en 2014, car enregistre une baisse puisque 2012 atteignait 11,6% et 2013 : 12,5%. Cette baisse est encore une fois ici dûe à la perte des Editions Weka pour cause de rachat d'entreprise.

L'association Juriconnexion a souhaité une analyse plus approfondie de 6 acteurs. Ces acteurs figurent parmi les acteurs les plus importants du domaine en termes de chiffre d'affaires globaux.

Rappelons que les ratios financiers sont des indicateurs de la santé financière d'une entreprise. Mais ils ne sont pas les seuls indicateurs. Il faut toujours considérer une entreprise dans sa globalité, et aussi prendre en compte la stratégie à moyen terme de l'entreprise, son investissement dans les femmes et les hommes qui la composent, le développement à l'international, l'investissement dans les nouvelles technologies, le rachat d'activités, etc.

Les 6 sociétés analysées :

- [Dalloz \(groupe ELS\)](#)
- [Editions Francis Lefebvre \(groupe ELS\)](#)
- [Editions Législatives \(groupe ELS\)](#)
- [Lexbase](#)
- [LexisNexis France](#)
- [Wolters Kluwer France](#)

Ces sociétés font partie du segment des éditeurs généralistes, sauf Lexbase qui est inclus dans le segment des éditeurs pluridisciplinaires.

CHAP. 2

**ANALYSE MICRO-ECONOMIQUE
DES ACTEURS DU MARCHE DE
L'INFORMATION JURIDIQUE**

1. Les trois groupes généralistes

Ce segment regroupe les éditeurs proposant une offre large en matière d'information juridique grâce à une croissance interne et externe. Les éditeurs « généralistes » regroupent les trois leaders du marché : Wolters Kluwer, le groupe Lefebvre Sarrut et LexisNexis.

NOTE D'ATTENTION

Les chiffres d'affaires communiqués de manière individuelle dans cette étude sont les chiffres d'affaires globaux réalisés en France regroupant toutes les activités de la société ainsi que l'édition papier et électronique.

Actualité 2015 : le groupe Reed Elsevier a changé de nom en 2015, et s'appelle désormais RELX (prononcer Relex).

Groupe	Nationalité	Filiales ou Marques	Date de création	CA Monde 2013 (en milliards d'euros)	CA Monde 2014 (en milliards d'euros)
Editions Lefebvre Sarrut (Groupe ELS)	France	Editions Francis Lefebvre Dalloz Editions Législatives	1930 1845 1947	0,23 (Pôle Edition)	0,24 (Pôle Edition)
Wolters Kluwer	Pays-Bas	Lamy Dalian Groupe Liaisons	1895 (WK) 1989 (WK France)	3,6	3,7
RELX (nouveau nom de Reed Elsevier)	Pays-Bas	LexisNexis (Jurisclasseur, Litec, DO)	1907 1979 (LexisNexis)	7,1	7,2

Les éditeurs juridiques généralistes et leur CA monde 2013 et 2014

Source : site Internet des éditeurs

Nous pouvons noter que les trois groupes : ELS, Wolters Kluwer et RELX sont tous trois en croissance en 2014 par rapport à 2013. Rappelons qu'en France, le total du marché est en baisse de 2,5% de chiffres d'affaires.

Le groupe RELX enregistre en 2014 une croissance de 1% au niveau mondial. L'information et la stratégie professionnelle (Risk Solution) et l'organisation de salons tirent le chiffre d'affaires et le résultat vers le haut, tandis que les activités de publications juridiques ne sont en croissance que de 1% en 2015 (source : rapport d'activité 2014 du groupe), faisant baisser la moyenne de croissance du groupe.

La croissance de ces 3 grands groupes est tirée au niveau mondial par d'autres continents que l'Europe.

1.1 Le Groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS)

1.1.1 Positionnement du groupe Lefebvre Sarrut : le premier groupe d'édition juridique en France est en croissance

GROUPE EDITIONS LEFEBVRE SARRUT (ELS)	
Chiffre d'affaire global France (2014)	239,5 millions d'euros
Taux de croissance en 2014	+2,6%

Source : Infogreffe et societates.com

Le Groupe Lefebvre Sarrut regroupe les sociétés : Dalloz, Editions Francis Lefebvre et Editions Législatives. Nous analysons chacune de ces trois sociétés indépendamment.

1.1.2 Dalloz en croissance de CA et de résultat

Dalloz a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires global de 52 998 100 €, en augmentation de 1,6% par rapport à 2013. Le CA a enregistré une croissance de 3,4% en 3 ans.

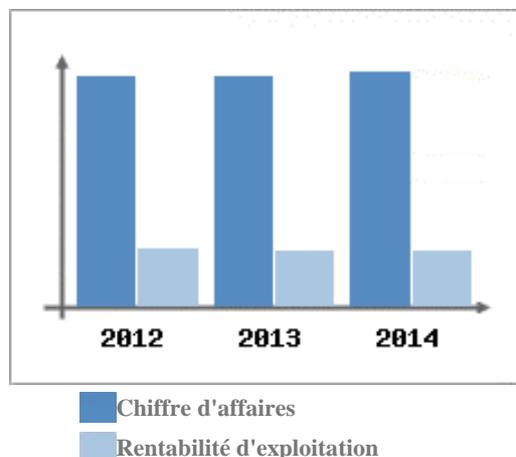
Pour l'année 2014, la valeur ajoutée s'élève à 53%, plutôt en baisse légère par rapport aux trois années précédentes, où elle était de 55%. La valeur ajoutée est globalement moins élevée que les autres entreprises du Groupe (Editions Francis Lefebvre et Editions Législatives), qui dépassent les 70%.

Le résultat net se monte pour 2014 à 3,3 M€, soit un taux de résultat net de 6%. C'est en légère augmentation par rapport à 2013, sans retrouver toutefois les scores plus élevés de 2012 et 2011.

L'effectif salarié a légèrement baissé depuis 2011, pour passer de 242 salariés à 236 en 2014.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 224 568 €, ce qui est 13% de moins que la moyenne chez les autres grands éditeurs.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de Dalloz



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

DALLOZ	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	52.006.000 €	52.140.000 €	52.998.100 €
Taux de Valeur Ajoutée	55 %	55 %	53 %
Excédent Brut d'exploitation	15 %	19 %	19 %
Taux de bénéfice	8 %	5 %	6 %
Nombre de salariés	258	247	236

En termes de ratios financiers, les résultats sont positifs. Le niveau d'endettement est extrêmement faible (1,1%).

La rentabilité de Dalloz est moins bonne que les autres acteurs de sa catégorie, mais le chiffre d'affaires est en hausse de 2% sur la période 2012-2014, et les résultats nets sont stables.

1.1.3 Les Editions Francis Lefebvre en croissance de CA et de résultat

Les Editions Francis Lefebvre ont réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 101 530 200 €, en augmentation de 2,9 % par rapport à l'année précédente. Les Editions Francis Lefebvre dépassent les 100 millions d'Euros pour la 1ère fois. Le CA a enregistré une croissance de 1,8% seulement sur la période des 3 dernières années, car le CA avait baissé de -4,7 % en 2012, avant de remonter en 2013 et 2014.

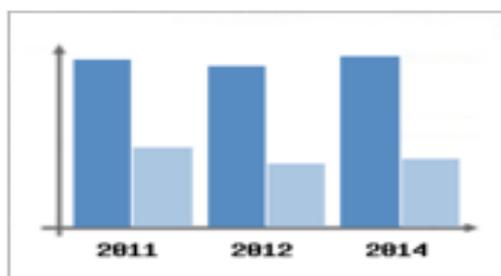
Pour l'année 2014, la valeur ajoutée s'est montée à 71%, ce qui est un excellent ratio, supérieur de 8 points par rapport à la moyenne du secteur.

Le résultat net se monte pour 2014 à 27 M€, soit un taux de résultat net de 27%. C'est un taux très élevé, voire exceptionnel. Ce taux avait légèrement baissé en 2012 et 2013, où il était plus proche des 17%, pour non seulement se redresser mais dépasser les bénéfices des années 2009-2010.

L'effectif salarié a diminué de 3% en 2014 par rapport à 2013, passant de 369 à 357 collaborateurs. La moyenne de chiffre d'affaires par salarié est de 284 398 €, ce qui est remarquable, et supérieur de 14% à la moyenne chez les gros éditeurs.

Chiffre d'affaires et Rentabilité des Editions Francis Lefebvre

Chiffre d'affaires et Rentabilité



■ Chiffre d'affaires
■ Rentabilité d'exploitation

Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	95.212.900 €	98.719.000 €	101.530.200 €
Taux de Valeur Ajoutée	72 %	72 %	71 %
Excédent Brut d'exploitation	36 %	36 %	37 %
Taux de bénéfice	17 %	18 %	27 %
Nombre de salariés	368	369	236

En termes de ratios financiers, les résultats sont bons et tous les voyants sont en vert. Le niveau d'endettement est extrêmement faible (1,34%), même s'il a un peu augmenté en 2014..

1.1.4 Les Editions Législatives en croissance de CA

Les Editions Législatives ont réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 84 954 500 €, en augmentation de 3,1% par rapport à l'année précédente.

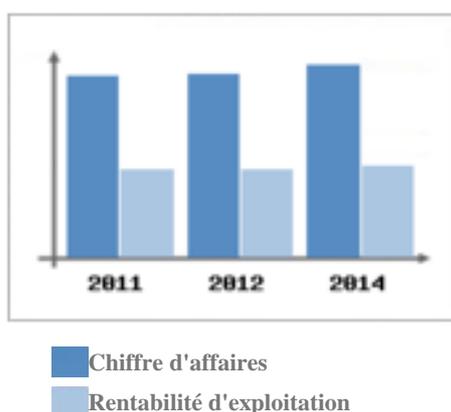
Pour l'année 2014, la valeur ajoutée s'est montée à 76%, ce qui est un excellent ratio, supérieur de 12 points par rapport à la moyenne du secteur.

Le résultat net se monte pour 2014 à 19 M€, soit un taux de résultat net de 22%. C'est un taux très élevé, et les taux de bénéfices sont importants, et surtout réguliers malgré la crise. Le bénéfice net équivaut à presque 1/4 du chiffre d'affaires.

L'effectif salarié après avoir été stable sur la période 2009-2011, a baissé depuis 2012, et est passé de 329 salariés en 2012 à 314 en 2014, soit une baisse de 5% sur les 3 dernières années. La moyenne de chiffre d'affaires par salarié est de 270 000 €, ce qui est supérieur à la moyenne du secteur, et en forte augmentation depuis 2011.

Chiffre d'affaires et Rentabilité des Editions Législatives

Chiffre d'affaires et Rentabilité



Ce graphique permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises

EDITIONS LEGISLATIVES	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	80.703.200 €	82.413.000 €	84.954.500 €
Taux de Valeur Ajoutée	77 %	76 %	76 %
Excédent Brut d'exploitation	44 %	45 %	45 %
Taux de bénéfice	22 %	22 %	22 %
Nombre de salariés	329	321	314

aux amortissements et transferts de charges).

En termes de ratios financiers, les résultats sont très bons. Le niveau d'endettement est nul, c'est-à-dire qu'il y a zéro endettement en 2014. Et cerise sur le gâteau, le chiffre d'affaires est en hausse, enregistrant plus de 5% de croissance entre 2012 et 2014.

1.2 Wolters Kluwer

1.2.1 Positionnement de Wolters Kluwer France

WOLTERS KLUWER FRANCE	
Chiffre d'affaire global partie juridique (2014)	113,79 millions d'euros
Taux de croissance en 2014	- 15,6%
Part d'information numérique en 2014	68 %

Source : Rapport d'activité Wolters Kluwer , Infogreffe et societates.com

Le rapport annuel 2014 au niveau mondial précise que les informations électroniques représentent 68% du chiffre d'affaires. L'information Print (format papier) a encore continué de baisser de manière significative, passant de 26% du chiffres d'affaires en 2012, à 23% en 2013, et seulement 20% en 2014. Les 12% de chiffre d'affaires restant sont dus aux services, notamment logiciels.

1.2.2 Wolters Kluwer toujours en baisse de Ca et résultat négatif mais en amélioration

Wolters Kluwer a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 113 786 900 €, en baisse de 15,6% par rapport à l'année précédente. Cette baisse est régulière depuis 2012, avec – 29 % de chiffre d'affaires enregistré sur les trois dernières années. Il en était de même sur la période triennale précédente.

Pour l'année 2014, la valeur ajoutée s'est montée à 55%, et est stable sur les deux dernières années. C'est en dessous de la moyenne du secteur qui est de 63,1 %.

Le résultat net pour 2014 est de - 21 468 400 €. Nous analysons donc ici l'excédent brut d'exploitation aussi bien que le résultat net pour comprendre les chiffres. L'excédent brut d'exploitation a continué de chuter sur cette période triennale, et est passé de 10% en 2012, à 7% en 2013, pour remonter à 9% en 2014. Mais c'est surtout le résultat net qui impacte ici, puisqu'il affiche encore une perte de plus de 20 millions d'euros.

L'évaluation de la société est défavorable, la rentabilité de même est défavorable, l'entreprise accusant des pertes depuis 2008. Wolters Kluwer est en Plan de continuation, puisque les pertes cumulées sont supérieures au capital (155 millions d'euros). Le Plan de continuation est décidé par les actionnaires. Malgré les pertes, la filiale France étant appuyée par le groupe dont le siège est aux Pays-Bas.

Au niveau mondial, le chiffre d'affaires du groupe est en croissance. Le dernier Bulletin paru fait état des résultats à fin septembre, soit 9 mois d'activité, et mentionne une augmentation de 3% du chiffre d'affaires, en croissance organique (c'est-à-dire une croissance résultant des activités existantes et non pas dues à un rachat). Le marché nord-américain et la zone Asie-Pacifique pèsent pour respectivement 5 et 6% dans les résultats du groupe, alors que l'Europe enregistre une baisse de 1% du chiffre d'affaires.

On se souvient qu'un plan de sauvegarde de l'emploi avait été mis en place en 2009, aboutissant à 111 suppressions de poste. L'effectif salarié a également connu une baisse importante en 2013, passant de 844 à 701 (avec l'arrêt de la branche Santé), et a enregistré une légère baisse en 2014 pour se stabiliser à 697 salariés.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 163 000 €, ce qui est en dessous de la moyenne du secteur, et qui a continué de baisser.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de Wolters Kluwer



Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

WOLTERS KLUWER	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	147.387.300 €	134.863.200 €	113 786 900 €
Taux de Valeur Ajoutée	55 %	54 %	55 %
Excédent Brut d'exploitation	10 %	7 %	9 %
Taux de bénéfice	- 74 %	- 32 %	- 19 %
Nombre de salariés	844	701	697

En termes de ratios financiers, les résultats de 2014 continuent d'être en négatif, puisque Wolters Kluwer France continue de rembourser un emprunt de 450 M€ contracté auprès de la maison mère aux Pays-Bas. Si on suit l'évolution des pertes depuis les dernières années, mais qui se réduisent d'année en année, la filiale française pourrait être à l'équilibre à fin 2015.

1.3 LexisNexis

1.3.1 Positionnement de LexisNexis

LEXISNEXIS France	
Chiffre d'affaire global (2014)	135,86 millions d'euros
Taux de croissance en 2014	+0,2%
Part d'information numérique en 2014	77 %

Source : societes.com et Rapport annuel d'activité

1.3.2 Lexis Nexis en très légère croissance de CA et en croissance de Résultat

LexisNexis France a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 135 860 300 €, en très légère augmentation de 0,2% par rapport à l'année précédente. LexisNexis était le second plus gros acteur du marché derrière Wolters Kluwer jusqu'en 2012, et devance désormais Wolters Kluwer, ce dernier ayant diminué son chiffre d'affaires. Le Chiffre d'affaires de LexisNexis est très stable, et varie faiblement entre 135,5 M€ et 136 M€ sur les 5 dernières années.

LexisNexis a cédé son activité de formation dédié au juridique à la société Weka, également acteur du domaine.

Pour l'année 2014, la valeur ajoutée s'est montée à 70%, ce qui est supérieur de 7 points à la moyenne du secteur qui est de 63,1%.

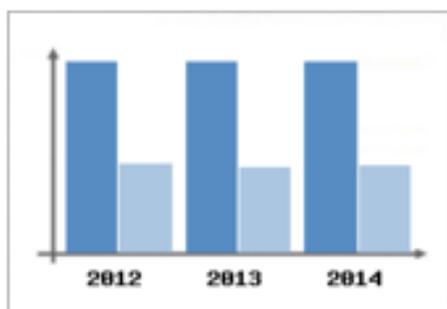
Le résultat net se monte pour 2014 à 28,8 M€, soit un taux de résultat net de 21%. C'est un des taux les plus dynamiques du secteur, en deça néanmoins de celui des Editions Francis Lefebvre, et qui reste stable sur toutes ces dernières années.

L'effectif salarié est de 416 en 2014, contre 425 en 2013 et 437 en 2012, soit 21 postes supprimés ou non remplacés sur les trois dernières années.

Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 327 000 €, ce qui est un des records de la profession. Ce ratio est encore en augmentation par rapport à la période triennale précédente.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de LexisNexis

Chiffre d'affaires et Rentabilité



■ Chiffre d'affaires
■ Rentabilité

Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise. La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

LEXIS NEXIS	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	136.263.100 €	135.555.800 €	135 860 300 €
Taux de Valeur Ajoutée	71 %	69 %	76 %
Excédent Brut d'exploitation	37 %	41 %	45 %
Taux de bénéfice	20 %	20 %	22 %
Nombre de salariés	437	425	314

En termes de ratios financier, les résultats sont excellents. Le niveau d'endettement est faible, à 0,25%, est a encore baissé par rapport à 2012 (1,08%).

Synthèse des éditeurs généralistes : Baisse du CA global du segment dû à Wolters Kluwers, croissance pour les autres

Le groupe Wolters Kluwer est en baisse de chiffre d'affaires et enregistre une baisse de plus de 15% de chiffres d'affaires rien que pour l'année 2014.

Le groupe Editions Lefebvre Sarrut (ELS), seul groupe d'édition juridique d'origine française parmi les éditeurs généralistes, poursuit sa croissance avec 2,3 % en 2013 et 2,7 % en 2014.

Quant à LexisNexis France, son chiffre d'affaires est relativement stable sur les 3 derniers exercices.

	CA global 2012	CA global 2013	Evolution CA global 2013	CA global 2014	Evolution CA global 2014
Groupe ELS	227 922 100 €	233 272 000 €	2,3 %	239 482 800 €	+2,7%
Wolters Kluwer	147 387 300 €	134 863 200 €	-8,52%	113 786 900 €	- 15,3%
LexisNexis	136 263 100 €	135 555 800 €	- 0,50%	135 860 300 €	+0,2%
CA total	511 572 500 €	503 691 000 €	-1,5%	489 130 000 €	-2,9%

Au global, le segment des éditeurs généralistes est en baisse de chiffre d'affaires sur les 3 dernières années, mais c'est Wolters Kluwer France qui impacte à lui seul ces résultats négatifs, les autres sociétés étant en croissance ou en stabilité

Regardons maintenant plus en détail les 3 sociétés du groupe Lefebvre Sarrut. Nous constatons que les 3 entreprises du groupe sont en croissance, surtout les Editions Francis Lefebvre et les Editions Législatives. Dalloz est en croissance mais de manière moindre.

	CA global 2012	CA global 2013	Evolution CA global 2013	CA global 2014	Evolution CA global 2014
Dalloz	52 006 000 €	52 140 000 €	+ 0,3 %	52 998 100 €	+ 1,6%
Francis Lefebvre	95 212 900 €	98 719 000 €	+ 3,7 %	101 530 200 €	+ 2,8 %
Ed Législatives	80 703 200 €	82 413 000 €	+ 2,1 %	84 954 500 €	+ 3,1%
CA total Groupe ELS	227 922 100 €	233 272 000 €	+ 2,3 %	239 482 800 €	+2,7%

2. Les éditeurs pluridisciplinaires

Ce segment regroupe 8 éditeurs, publics et privés, de taille moyenne proposant une offre dans plusieurs domaines du droit.

Groupe	Société mère	Date de création	Effectifs France 2014
<u>Afnor éditions</u>	Indépendant	1926	450
<u>Berger Levrault</u> Fusion des différentes filiales dont les Editions BL	Siprex (Groupe Accueil)	1976	870
<u>DILA</u>	Administration centrale	2010	NC
<u>Groupe Revue Fiduciaire</u>	Indépendant	1955	120
<u>Legal News</u>	Groupe Ficade	1997	NC
<u>Lexbase</u>	Indépendant	1999	19
<u>Lextenso</u>	Indépendant	NC	Aucun compte déposé depuis 2010.*
<u>Weka éditions</u>	Weka Business Information	1973 (en Allemagne) 1979 (en France)	34

Les éditeurs juridiques pluridisciplinaires

Source : serdaLAB

*chiffres 2014

2.1 Evolution du chiffre d'affaires des éditeurs pluridisciplinaires

Les évolutions du chiffre d'affaires global des éditeurs multidisciplinaires sont très disparates.

Sur les acteurs présents depuis 2010, précisons que Thomson/Transactive a cessé ses activités en France en 2011

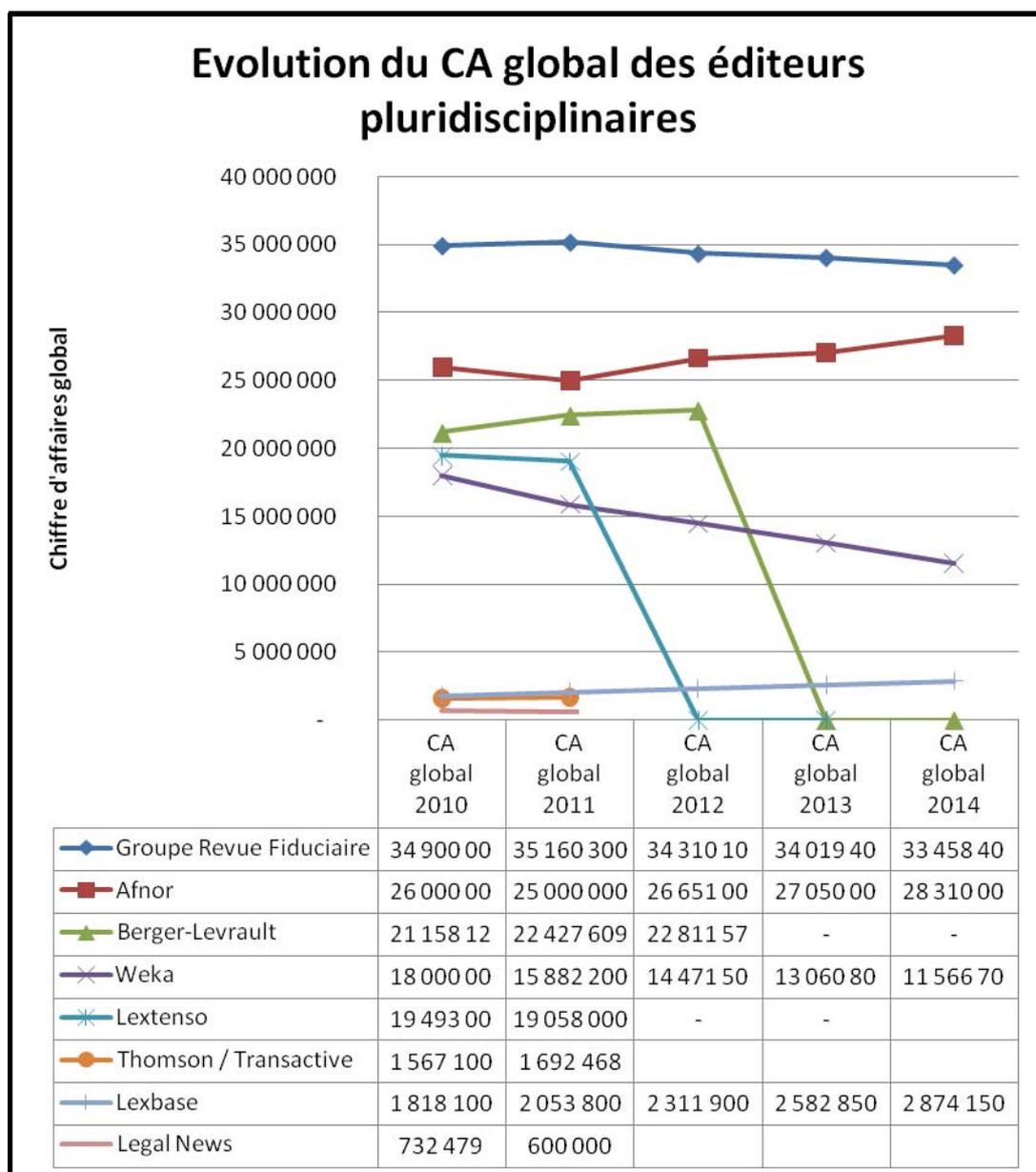
La société LegalNews et la GIE Lextenso ne publient pas leurs comptes, et le graphique est donc à zéro à partir de 2012.

La société Berger Levrault possédait une filiale Edition, mais qui a fusionné avec l'ensemble des activités en 2011. Il est donc délicat d'intégrer l'ensemble du chiffre d'affaires de Berger Levrault à ce graphique. Le rapport d'activités annuel ne détaille pas les activités d'édition. Nous pouvons seulement dire à ce stade que le chiffre d'affaire global de Berger Levrault est en croissance : + 1,5% en 2012, + 6,4% en 2013, et 2014 termine à 96 486 300 €, encore en croissance de + 7,3% par rapport à l'année précédente.

L'Afnor connaît une augmentation de son activité autour de l'édition juridique et réglementaire.

Et la société Lexbase, bien que sur un chiffre d'affaires moindre, connaît une augmentation ininterrompue de son chiffre d'affaires depuis de nombreuses années.

Les Editions Weka traversent des difficultés, et malgré le rachat de l'activité formation de LexisNexis ainsi que de Comundi, ne renoue pas avec la croissance. L'entreprise a perdu plus de 6,5 millions de chiffre d'affaires depuis 2010.



Chiffres d'affaires globaux des éditeurs pluridisciplinaires

Source : Infogreffe, societes.com

Concernant **Afnor**, le chiffre d'affaires concerne Afnor éditions.

2.2 Analyse financière de Lexbase : une croissance pérenne

Lexbase a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 2 874 150 €, en augmentation de 11% par rapport à l'année précédente. C'est une des plus fortes croissances du secteur, même si le chiffre d'affaires reste modeste, au regard de la taille des acteurs analysés précédemment.

La production en revanche est supérieure au chiffre d'affaires, et s'élève à 3 070 200 € pour 2014.

A la lecture des bilans détaillés, il apparaît que Lexbase pratique un mode de calcul assez atypique dans la profession, que nous avons déjà eu l'occasion de détailler dans les études précédentes.

Lexbase a choisi de valoriser le travail de production de contenus de sa base de données. Il faut donc entendre ce montant de production comme étant de la production immobilisée, c'est-à-dire du temps de travail de production sans qu'il soit vendu directement à des clients. Ce montant de production immobilisée d'élève à 836 K€ pour 2013, soit la différence entre le chiffre d'affaires et la production immobilisée. Et à 942 K€ pour 2014. On retrouve ainsi un montant d'immobilisations incorporelles important, qui équivaut à peu près à la masse salariale et aux charges de personnel.

Cette méthode peut se comprendre, même si elle n'est pas répandue chez les éditeurs de contenus juridiques. Elle part du principe que le travail de constitution d'une base de données se fait dans le temps. Que l'entièreté des contenus produits ne sont pas vendus dans l'année en cours, mais également les années suivantes. Et donc ce coût peut s'immobiliser. Rappelons qu'une immobilisation permet de répartir une charge sur plusieurs années.

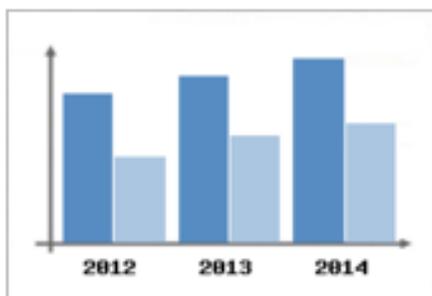
Le résultat net se monte pour 2014 à 716 450 €, soit un taux de résultat net de 25%. C'est le 3ème plus fort taux de la profession, après les Editions Pierre Lechêne (30%) et les Editions Francis Lefebvre (27%). Ce taux est en nette augmentation par rapport à 2013, où le taux était de 23% ou encore de 2012, où il était de 18%.

Lexbase étant dans la catégorie des éditeurs pluridisciplinaires, il constitue donc la meilleure rentabilité de cette catégorie, puisqu'elle n'est en moyenne que de 9 % en 2014.

L'effectif salarié est de 19 personnes en 2014, identique depuis 2011. Le chiffre d'affaires moyen par salarié est de 150 000 € soit un taux en deçà de la moyenne du secteur, mais en forte augmentation ces dernières années.

Chiffre d'affaires et Rentabilité de Lexbase

Chiffre d'affaires et Rentabilité



■ Chiffre d'affaires
■ Rentabilité d'exploitation

Ce graphe permet de mesurer l'évolution du chiffre d'affaires et de la rentabilité de l'entreprise.

La rentabilité est mesurée grâce à l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) qui, à la différence du Résultat d'Exploitation, ne tient pas compte des choix de gestion de l'entreprise (dotations/reprises aux amortissements et transferts de charges).

Etant donné la méthode de calcul du bilan de Lexbase (voir ci-dessus), il est donc logique quoique inhabituel que la Valeur Ajoutée soit supérieure au chiffre d'affaires.

LEXBASE	2012	2013	2014
Chiffres d'affaires HT	2 311 900 €	2 582 850 €	2 874 150 €
Taux de Valeur Ajoutée	106 %	106 %	107 %
Excédent Brut d'exploitation	54 %	62 %	62 %
Taux de bénéfice	18 %	23 %	25 %
Nombre de salariés	18	19	19

Lexbase s'est endetté en contractant deux prêts en 2011.

L'endettement financier ne représente plus que 445 K€ en 2014, contre 731 K€ en 2013.

3" Les éditeurs monodisciplinaires

Ce segment regroupe 22 éditeurs, plutôt de petite taille, proposant une offre dans un ou deux domaines du droit.

Deux éditeurs ont déposé le bilan en 2015. Il s'agit de :

- Editecom - Editions techniques et économiques - qui a déposé le bilan en Avril 2015.
- Hipe - PI France - qui a fait de même en octobre 2015.

Il reste donc 20 éditeurs.

Parmi ceux-ci, un certain nombre ne déposent plus leurs comptes, ce qui, sauf exception, n'augure pas de bons résultats.

Signalons que le Groupe Moniteur ne dépose plus ses comptes depuis 2012, ainsi que Achat Public, ainsi que Legalis.

Quant aux Cahiers Fiscaux Européens, ils n'ont quasiment plus d'activité.

Après une année 2013 négative, à - 2,8%, l'année 2014 a renoué avec la croissance avec un taux de + 1,6% d'augmentation de chiffres d'affaires global.

Cette croissance est notamment tirée par quelques sociétés :

- Institut de Droit de la Concurrence : 18,7% de croissance en 2014.
- Lawlex : 17,6 %.
- Les Editions Tissot : 9,7% de croissance
- Les Cahiers Fiscaux Européens : 1,9%

Les éditeurs concernés sont :

Editeurs Monodisciplinaires	Société mère	Domaine(s) de spécialisation	Date de création Date de cessation	Effectifs France 2014
<u>Achat public (APCFC)</u>	Groupe Moniteur (51%) Caisse des dépôts et consignations (49%)	Marchés publics	2003	NC
<u>ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)</u>	Indépendant	Droit des affaires	1930	NC
<u>Argus de l'assurance</u>	GISI	Droit des assurances	NC	NC
<u>CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)</u>	Etablissement d'utilité publique	Normes comptables	1969	NC
<u>Edilaix</u>	Indépendant	Droit immobilier	1997	1
<u>Editecom (Editions techniques et économiques)</u> Radié le 24 Avril 2015	Indépendant	Droit social Droit européen Energie, Transports, Economie industrielle	1960 2015	NC
<u>Editions juridiques et techniques</u>	Indépendant	Droit judiciaire (huissiers)	NC	NC
<u>Editions Juris</u>	Dalloz	Droit des associations	1982	NC
<u>Editions Les Etudes hospitalières</u>	Groupe LEH (familial)	Droit hospitalier	1995	8
<u>Editions Pierre Lechêne</u>	Indépendant	Fiscalité	1934	2
<u>Editions Tissot</u>	Weka Business Information	Droit du travail	1975	60
<u>Hipe (PI France)</u> Radié le 26 Octobre 2015	Indépendant	Droit de la propriété intellectuelle	2003 2015	1
<u>Institut de droit de la concurrence</u>	Indépendant	Droit de la concurrence	2004	2
<u>IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)</u>	Indépendant	Droit de la propriété intellectuelle	1982	NC
<u>Groupe France agricole</u>	Indépendant (Isagri : actionnaire)	Spécialiste du domaine agricole	1945	166
<u>La Gazette des communes</u>	Groupe Moniteur	Droit public	NC	NC
<u>Lawlex</u>	Société familiale détenue par la société Vogel	Droit économique	1997	2
<u>Groupe Moniteur</u>	Groupe Moniteur Holding (détenu par le fonds d'investissement Bridgepoint)	Droit de la construction Droit social Droit des marchés publics	1903	582
<u>Legalis (les éditions des Parques)</u>	Indépendant	Droit de l'Internet et de l'informatique	1982	NC
<u>Les cahiers fiscaux européens</u>	Indépendant	Fiscalité	NC	NC
<u>Net-Iris</u>	NC	Actualité du droit	2000	NC
<u>Revue banque</u>	Indépendant	Droit de la banque		23
<u>Victoire éditions</u>	Indépendant	Droit de l'environnement Droit de la communication	1979	34

3.1 Evolution du chiffre d'affaires global des éditeurs monodisciplinaires

Editeurs monodisciplinaires	CA global 2012	Evolution 2012/1011	CA global 2013	Evolution 2013/2012	CA global 2014	Evolution 2014/2013
Achat public (APCFC)	NC		NC		NC	
ANSA (Association Nationale des Sociétés par Actions)	NC		NC		NC	
Argus de l'assurance (Groupe GISI)	NC		NC		NC	
CNCC (Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes)	NC		NC		NC	
Institut de Droit de la Concurrence	505 200 €	+ 2,4 %	597 900 €	+ 18,3 %	709 500 €	+ 18,7 %
Edilaix	566 300 €	+ 8,3%	561 000 €	- 0,9 %	556 300 €	- 0,8 %
Editecom (Editions techniques et économiques) Radié en 2015	NC		NC		NC	
Editions juridiques et techniques	1 339 800 €	- 31,7 %	1 479 000 €	+ 10,4 %	1 338 400 €	- 9,5 %
Editions Les Etudes hospitalières	717 200 €	- 0,6 %	783 800 €	9,3%	777 400 €	- 0,8 %
Editions Pierre Lechêne	798 900 €	- 6,0 %	763 550 € *	- 4,4 %	728 200 €	- 4,6 %
Editions Tissot	9 069 300 €	+ 6,3 %	9 715 000 €	+ 7,1 %	10 654 400 €	+ 9,7%
Hipe (PI France) Radié en 2015	NC		NC		NC	
IRPI (Institut de recherche en Propriété Intellectuelle)	NC		NC		NC	
La France agricole	39 979 900 €	+ 1,6 %	38 062 300 €	- 4,8 %	38 312 000 €	+ 0,7 %
La Gazette des communes (Groupe Moniteur)	NC		NC		NC	
Lawlex	336 900 €	- 6,4%	321 100 €	- 4,7%	377 600 €	+ 17,6%
Le Moniteur	NC		NC		NC	
Legalis (les éditions des Parques)	NC		NC		NC	
Les cahiers fiscaux européens	340 900 €	- 0,3 %	384 300 €	+ 12,7%	391 600 €	+ 1,9 %
Net-Iris	148 500 €	- 32,6 %	NC		NC	
Revue banque	3 042 100 €	+ 7,1 %	2 751 200 €	- 9,6 %	2 706 500 €	- 1,6 %
Victoire éditions	3 371 000 €	- 7,7 %	3 132 800 €	- 7,1 %	2 913 493 € *	- 7,0 %*
TOTAL	60 067 500 €	+ 0,7%	58 551 950 €	- 2,8 %	59 465 393 €	+ 1,6 %

Nota : Editions Pierre Lechêne : pour le chiffre d'affaires 2013, le CA a été estimé par nos soins, les comptes n'ayant pas été déposés.

Victoire Editions : pour le chiffre d'affaires 2014, le CA a été estimé par nos soins, les comptes n'ayant pas été déposés.

Evolution du CA total des éditeurs juridiques monodisciplinaires

Source : Infogreffe, societates.co

4 Synthèse de l'analyse financière

En synthèse, les éditeurs d'information juridique ont plutôt :

- un chiffre d'affaires en baisse : une moyenne de - 2,5% en 2014.
- une valeur ajoutée stable
- des résultats en hausse : une moyenne en hausse de 13,3% en 2014

Regardons plus en détail :

6.1 La synthèse de l'analyse financière

6.2 Les résultats financiers des 10 premières entreprises du secteur

6.3 Le classement par chiffre d'affaires global 2014 de toutes les entreprises

6.4 Le même classement en globalisant le CA du groupe Lefebvre Sarrut et de ses filiales.

4.1 Comparatifs de l'analyse financière

L'ensemble des ratios financiers est comme chaque année très hétérogène.

Il dépend surtout de la taille des entreprises, les plus petites étant globalement moins rentables, mais l'analyse comporte beaucoup d'exceptions. Parmi les grandes, Wolters Kluwer est toujours en perte (avec néanmoins une amélioration), et les Editions Dalloz terminent l'année 2014 avec 6% de résultat, ce qui faible parmi les grandes entreprises, tout en restant très honorable par rapport à l'économie en général.

On voit que, en termes de chiffres d'affaires, de valeur ajoutée, d'excédent brut d'exploitation ou de rentabilité, les écarts sont considérables entre les acteurs, ne serait-ce que parmi les 10 sélectionnés pour une analyse plus poussée (voir tableau ci-après).

La valeur ajoutée en 2014 s'échelonne entre 27 et 76 %. L'écart à tendance à se creuser par rapport aux années précédentes, avec des taux faibles à 27 % pour Edilaix ou Weka, mais aussi des entreprises qui tournent autour de 76% : les Editions Pierre Lechêne à 81 % (même s'il repose sur un chiffre d'affaires à moins de 1 M€) ou les Editions législatives (groupe Lefebvre Sarrut, qui atteint 76%, un de records du marché, qui plus est sur un CA de 85 M€.

L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'échelonne entre 0 et 46 %. Ici aussi, l'écart de creuse, avec le plus faible EBE en pourcentage pour Edilaix (0%), les Editions Juridiques et techniques (1%), ou encore les Editions Hospitalières (1%), Weka (-12%), et le plus important pour les Editions Pierre Lechêne (46%) ou les Editions Législatives (45%).

Le résultat net des entreprises se situe entre pertes d'un côté et bénéfice important de l'autre. Parmi les entreprises en perte, nous trouvons Wolters Kluwer, Weka, Lawlex et les cahiers Fiscaux Européens. Les entreprises les plus rentables sont les Editions Francis Lefebvre (27%) parmi le plus faible taux de résultat net, et toujours les Editions Législatives au top des résultats du panel. Signalons tout de même qu'un taux de 9,1 %, en pleine période de crise, et un résultat plus que très honorable déjà.

(En 2009, le résultat net se situait entre 1% et 27,7%.)

4.2. Analyse détaillée des 10 premiers acteurs du marché

Editeurs	Valeur ajoutée 2014	% VA/CA global 2014	Excédent Brut d'exploitation (EBE) 2014	% EBE/CA global 2014	Résultat net 2014	% Résultat/CA global 2014
LexisNexis France	95,6 M€	70 %	58,1 M€	43 %	28,9 M€	21 %
Wolters Kluwer	63,0 M€	55 %	10,0 M€	9 %	- 21 M€	NS
Editions Francis Lefebvre (Groupe ELS)	71,8 M€	71 %	37,8 M€	37 %	27,3 M€	27 %
Editions Législatives	64,3 M€	76 %	37,8 M€	45 %	18,6 M€	22 %
Dalloz	27,9 M€	53 %	10,2 M€	19 %	3,3 M€	6 %
Groupe France Agricole	21,8 M€	57 %	9,3 M€	24 %	3,5 M€	9 %
Groupe Revue Fiduciaire	16,1 M€	48 %	8,1 M€	24 %	4,6 M€	14 %
Afnor	NC		NC		NC	
Weka	3,1 M€	27 %	0,3 M€	2 %	- 1,3 M€	NS
Editions Tissot	4,2 M€	39 %	0,9 M€	8 %	0,4 M€	4 %

Éléments financiers (calculés sur le CA global) des 10 premiers éditeurs juridiques français (en millions d'euros)

Source : Infogreffe, societes.com, Rapports d'activité

4.3 Classement des éditeurs par chiffre d'affaires

Le classement suivant est le classement des éditeurs par ordre décroissant du chiffre d'affaires global 2014.

Dans ce premier classement, **le groupe Lefebvre Sarrut (LS) est resté dispatché en filiales.**
LexisNexis apparaît comme le leader du marché, ayant dépassé Wolters Kluwer lors de l'exercice 2013.

Classement	CA global 2014
LexisNexis France (Jurisclasseur)	135 860 300 €
Wolters Kluwer (Lamy et groupe Liaisons)	113 786 900 €
Editions Francis Lefebvre (Groupe LS)	101 530 200 €
Editions Législatives (Groupe LS)	84 954 500 €
Dalloz (Groupe LS)	52 998 100 €
La France agricole	38 312 000 €
Groupe Revue Fiduciaire	33 458 400 €
Afnor	28 310 000 €
Lextenso	NC
WEKA	11 566 700 €
Editions Tissot	10 654 400 €
Achat public (APCFC)	NC
Victoire Editions	2 913 493 € *
Revue banque	2 706 500 €
Lexbase	2 874 150 €
Editions juridiques et techniques	1 338 400 €
Editions Les Etudes hospitalières	777 400 €
Editions Pierre Lechêne	728 200 €
Legal News	NC
Institut Droit de la Concurrence	709 500 €
Edilaix	556 300 €
Les cahiers fiscaux européens	391 600 €
Lawlex	377 600 €
Legalis (les éditions des Parques)	NC
Net-Iris	NC

Comparaison du classement des acteurs du marché français de l'information juridique (Groupe LS dispatché en filiales) en fonction de leur chiffre d'affaires global

Source : www.societes.com, Infogreffe, infos éditeurs, Rapports d'activités

* Evaluation par serdaLAB, les comptes 2014 n'ayant pas été déposés.

4.4 Classement des éditeurs par chiffre d'affaires

Dans ce second classement, les trois filiales du Groupe Lefebvre Sarrut ont été regroupées. Il est alors le premier acteur du marché en totalisant les 3 chiffres d'affaire de Dalloz, des Editions Francis Lefebvre et des Editions Législatives

Classement	CA global 2014
Groupe Lefebvre Sarrut	239 482 800 €
LexisNexis France (Jurisclasseur)	135 860 300 €
Wolters Kluwer (Lamy et groupe Liaisons)	113 786 900 €
La France agricole	38 312 000 €
Groupe Revue Fiduciaire	33 458 400 €
Afnor	28 310 000 €
Lextenso	NC
WEKA	11 566 700 €
Editions Tissot	10 654 400 €
Achat public (APCFC)	NC
Victoire Editions	2 913 493 € *
Revue banque	2 706 500 €
Lexbase	2 874 150 €
Editions juridiques et techniques	1 338 400 €
Editions Les Etudes hospitalières	777 400 €
Editions Pierre Lechêne	728 200 €
Legal News	NC
Institut Droit de la Concurrence	709 500 €
Edilaix	556 300 €
Les cahiers fiscaux européens	391 600 €
Lawlex	377 600 €
Legalis (les éditions des Parques)	NC
Net-Iris	NC

Comparaison du classement des acteurs du marché français de l'information juridique (Groupe ELS regroupé) en fonction de leur chiffre d'affaires global

Source : www.societes.com, infos éditeurs ou évaluation serdaLAB

* Evaluation par serdaLAB